



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Avril 2024

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 28 mai 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'envoyer un courriel à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Avril 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le douzième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus) qui ont été menés entre le 4 avril 2024 et le 30 avril 2024.

This publication is also available in English under the title « Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - April 2024 ».

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

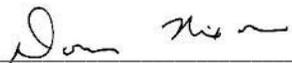
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2024

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 28 mai 2024

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	3
Introduction	3
Méthodologie.....	4
Principales constatations	5
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)	5
Priorités et performances du gouvernement du Canada (Québec, jeunes femmes résidant à Winnipeg)	6
Économie (Membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété).....	7
Budget 2024 (tous les lieux).....	8
Mesures particulières (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario)	9
Fiscalité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies).....	13
Impacts du changement climatique (Québec, Colombie-Britannique)	15
Tarification du carbone (centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique)	16
Inflation climatique (centres de taille moyenne de l'Alberta, Colombie-Britannique, Prairies).....	17
Vol de véhicules (Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto)	17
Véhicules électriques (Ontario).....	18
 Résultats détaillés.....	 21
Chronologie des annonces en avril 2024.....	22
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies).....	24
Priorités et performances du gouvernement du Canada (Québec, jeunes femmes résidant à Winnipeg)	25
Économie (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété).....	26
Budget 2024 (tous les lieux)	28
Annonces prébudgétaires (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)	28

Économie (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l’Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l’achat d’une première propriété de grands centres du Québec, Ontario)	31
Mesures particulières (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l’Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l’achat d’une première propriété de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario)	32
Initiatives en matière de logements (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l’Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l’achat d’une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario).....	37
Fiscalité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies).....	41
Effets du changement climatique (Québec, Colombie-Britannique)	44
Tarifcation du carbone (centres de taille moyenne de l’Alberta, Prairies, Canada atlantique)	46
Inflation climatique (centres de taille moyenne de l’Alberta, Colombie-Britannique, Prairies).....	49
Vol de véhicules (Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto)	50
Véhicules électriques (Ontario)	51
Annexes	53
Annexe A - Questionnaires de recrutement	54
Questionnaire de recrutement anglais.....	55
Questionnaire de recrutement français	67
Annexe B – Guides de discussion.....	76
Guide du modérateur anglais.....	77
Guide du modérateur français.....	96

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent concises et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 4 avril 2024 et le 30 avril 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle se sont largement concentrés sur l'économie canadienne et le budget 2024, en incluant des discussions spécifiquement liées à une série d'initiatives en matière de logement précédemment annoncée par le gouvernement fédéral. Certains groupes ont également entamé des discussions sur la fiscalité, la tarification du carbone et les potentiels effets du changement climatique et de l'inflation climatique.

Au nombre des autres sujets étudiés au cours de ce cycle figuraient les comptes rendus de participants à propos de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers temps, ainsi que leurs points de vue sur ses performances au regard d'un ensemble de priorités importantes. Des discussions portant sur des questions comme le vol de véhicules et la fabrication de véhicules électriques se sont également tenues.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes ont centré leurs discussions sur certaines cohortes de la population, dont des membres de la génération Z âgés de 18 à 27 ans, des millénariaux âgés de 28 à 43 ans, des Canadiens âgés de 65 ans et plus, des candidats à l'achat d'une première propriété, des Canadiens de la classe moyenne ainsi que des jeunes femmes âgées de 18 à 34 ans.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été menés parmi la population générale résidant au Québec, en Colombie-Britannique, dans les Prairies, au Canada atlantique, en Ontario et dans des centres de taille moyenne de l'Alberta.
- Les six autres groupes de discussion étaient composés de sous-groupes clés, notamment :
 - Membres de la génération Z âgés de 18 à 27 ans;
 - Millénariaux âgés de 28 à 43 ans;
 - Canadiens âgés de 65 ans et plus;
 - Candidats à l'achat d'une première propriété;
 - Canadiens de la classe moyenne;
 - Jeunes femmes âgées de 18 à 34 ans.
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 91 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Centres de taille moyenne de l'Alberta	1	ANGLAIS	Jeudi 4 avril	20 h à 22 h	Population générale	7
Québec	2	FRANÇAIS	Mardi 9 avril	18 h à 20 h	Population générale	8
Colombie-Britannique	3	ANGLAIS	Mercredi 10 avril	21 h à 23 h	Population générale	8
Prairies	4	ANGLAIS	Jeudi 11 avril	20 h à 22 h	Population générale	7
Grands centres de la Colombie-Britannique	5	ANGLAIS	Mardi 16 avril	21 h à 23 h	Membres de la génération Z âgés de 18 à 27 ans	8
Région de l'Outaouais	6	FRANÇAIS	Mercredi 17 avril	18 h à 20 h	Millénariaux âgés de 28 à 43 ans	8
Canada atlantique	7	ANGLAIS	Jeudi 18 avril	17 h à 19 h	Canadiens âgés de 65 ans et plus	8
Grands centres du Québec	8	FRANÇAIS	Mardi 23 avril	18 h à 20 h	Candidats à l'achat d'une première propriété	6
Région du Grand Toronto	9	ANGLAIS	Mercredi 24 avril	18 h à 20 h	Canadiens de la classe moyenne	8
Canada atlantique	10	ANGLAIS	Jeudi 25 avril	17 h à 19 h	Population générale	8
Winnipeg	11	ANGLAIS	Lundi 29 avril	19 h à 21 h	Jeunes femmes âgées de 18 à 34 ans	7
Ontario	12	ANGLAIS	Mardi 30 avril	18 h à 20 h	Population générale	8
Nombre total de participants						91

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de quatre groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont l'augmentation de la taxe fédérale sur le carbone à 80 dollars la tonne prévue en 2024, les accords conclus entre le gouvernement fédéral et de nombreuses municipalités prévoyant un financement supplémentaire en matière de logement par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements, la création d'une charte des droits des locataires ainsi que l'abandon de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété.

Les participants ont également rappelé la décision de la Banque du Canada de maintenir son taux d'intérêt directeur à 5 % et l'annonce faite par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) qu'à partir de 2024, le gouvernement du Canada fixerait un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études des étudiants internationaux pendant une période de deux ans.

Priorités et performances du gouvernement du Canada (Québec, jeunes femmes résidant à Winnipeg)

Les participants de deux groupes ont pris part à de brèves discussions portant sur des enjeux auxquels le gouvernement du Canada est actuellement confronté ainsi que sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Invités à citer ce qu'ils considéraient comme étant les principaux problèmes auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, bon nombre de participants estimaient nécessaire de mettre davantage l'accent sur la réduction du coût de la vie et de veiller à ce que tous les Canadiens aient les moyens de s'acheter des produits de première nécessité, et notamment des produits d'épicerie. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que des efforts plus importants devaient être déployés pour rendre le logement plus abordable, et un certain nombre d'entre eux estimaient que le coût des logements avait considérablement augmenté au cours des dernières années, tant pour les propriétaires que pour les locataires. Parmi les autres priorités mentionnées par les participants figuraient l'embauche et le recrutement d'un plus grand nombre d'enseignants du primaire et du secondaire, une éducation postsecondaire plus abordable, l'atténuation des effets du changement climatique ainsi que la réduction du manque perçu de professionnels de la santé au sein des collectivités canadiennes.

Les participants résidant au Québec ont été invités à énumérer les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Décrivant les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement fédéral avait été satisfaisante, les participants ont mentionné les mesures qu'il avait prises pour rendre les services de garde d'enfants et les soins dentaires plus abordables dans l'intérêt des familles canadiennes, son travail de réconciliation avec les peuples indigènes et ses efforts humanitaires sur la scène internationale (notamment l'aide apportée aux personnes déplacées à la suite de conflits ou de catastrophes naturelles). En discutant des domaines dans lesquels ils pensaient qu'il y avait place à l'amélioration, bon nombre des participants ont réaffirmé la nécessité pour le gouvernement fédéral d'intensifier ses efforts afin de stabiliser le coût de la vie et rendre le logement plus abordable.

Les participantes du groupe composé de jeunes femmes de Winnipeg ont été invitées à énumérer les enjeux se rapportant aux femmes qui, selon elles, nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs d'entre elles estimaient qu'il fallait porter une plus grande attention à la santé mentale des femmes, notamment en améliorant l'accès à des thérapeutes et à d'autres professionnels de la santé mentale, ainsi qu'à des traitements contre la dépression et l'anxiété post-partum. Toujours en rapport avec les soins de santé, on était d'avis qu'il fallait davantage veiller à ce que toutes les femmes du Canada aient accès à un spécialiste de la santé des femmes, et notamment à



un gynécologue. Quelques participants estimaient que des mesures devraient également être prises pour garantir une plus grande équité salariale et des possibilités d'emploi aux femmes sur le marché du travail, et pour faire en sorte qu'il soit plus facile pour les mères au travail de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales.

Économie (Membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété)

Les participants de quatre groupes ont entamé une brève discussion portant sur l'économie canadienne. Dans un premier temps, ces derniers se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de décrire en un seul mot ou en une seule phrase l'état actuel de l'économie. Bon nombre d'entre eux ont choisi des mots à connotation négative comme « instable » inquiétante et « en déclin ». Les participants estimaient que l'économie canadienne s'était détériorée au cours des dernières années, bon nombre d'entre eux se disant préoccupé par ce qu'ils percevaient comme étant une productivité économique insuffisante, une croissance limitée de l'emploi ainsi que par la fermeture de nombreuses petites entreprises au lendemain de la pandémie de COVID-19. Quelques-uns d'entre eux avaient une opinion plus positive de l'économie, choisissant des mots comme « excellente » et « surperformante ». Selon ces participants, bien qu'elle ait été confrontée à certains défis au cours des dernières années, l'économie canadienne avait pris le pas sur les économies de nombreux pays pairs du Canada sur la scène internationale et sa performance dépassait leurs attentes.

Invités à cerner avec précision les problèmes économiques qui les préoccupaient personnellement, plusieurs d'entre eux ont cité le logement comme défi majeur à l'heure actuelle et avaient le sentiment que pour de nombreux Canadiens, le coût du logement avait augmenté de manière substantielle ces dernières années. Un certain nombre de participants ont mentionné le coût élevé de la vie, estimant que le prix des produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie et l'essence, avait considérablement augmenté ces dernières années. Les participants ont également mentionné le changement climatique comme ayant un impact négatif sur l'économie, estimant qu'en raison des températures plus élevées et des conditions météorologiques plus imprévisibles connues ces dernières années, il était devenu plus coûteux pour les agriculteurs de produire et de transporter des produits alimentaires, ce qui a eu pour effet d'augmenter les coûts facturés aux consommateurs canadiens.

Sur la question de savoir si l'économie canadienne s'améliorerait, se détériorerait ou demeurerait inchangée au cours des douze prochains mois, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'elle demeure relativement stable. Plusieurs d'entre eux estimaient que, bien que les problèmes liés à l'inflation et au coût de la vie se soient quelque peu stabilisés au cours des derniers mois, il faudrait probablement plus d'un an pour que l'économie commence à s'améliorer, compte tenu de l'ampleur de l'impact qu'avaient eu, selon eux, ces problèmes sur les ménages canadiens.

À la question de savoir si, à leur avis, leur situation financière s'améliorerait, se détériorerait ou demeurerait inchangée, les participants se sont montrés plus optimistes et plusieurs d'entre eux

s'attendaient à ce que leur situation financière s'améliore au cours de l'année à venir. Pour expliquer cet optimisme, les participants ont cité des facteurs tels que les promotions et les augmentations de salaire attendues au travail, l'obtention récente d'un diplôme d'études postsecondaires, ainsi que le fait de s'attendre à pouvoir rembourser des dettes et d'autres dépenses importantes au cours de l'année à venir. Très peu d'entre eux s'attendaient à ce que leur situation économique se détériore au cours des douze prochains mois.

Budget 2024 (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur le budget fédéral 2024 déposé le 16 avril 2024. Les participants des groupes de discussion menés avant le dépôt du budget ont pris part à des discussions portant sur les annonces prébudgétaires du gouvernement du Canada, tandis que ceux des groupes de discussion s'étant tenus après le dépôt du budget ont fait part de leurs impressions générales initiales ainsi que de leurs réactions à des initiatives précises qui avaient été incluses dans le budget. Tous les groupes organisés après la présentation du budget ont en outre engagé des discussions approfondies au sujet du grand nombre d'initiatives budgétaires en matière de logement.

Annonces prébudgétaires (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de quatre groupes de discussion (tous menés avant le dépôt du budget) ont pris part à de brèves discussions portant sur leur connaissance d'un certain nombre d'initiatives annoncées par le gouvernement fédéral au cours des semaines précédant la publication du budget ainsi que sur leurs opinions à leur sujet. À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'annonces prébudgétaires faites par le gouvernement du Canada, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler d'une série d'annonces précises émanant du gouvernement fédéral. Bien que relativement peu d'entre eux aient déclaré avoir eu connaissance des annonces, les participants étaient plus nombreux à se rappeler avoir entendu parler d'initiatives visant à encourager l'inclusion des paiements de loyer du locataire à sa cote de crédit, à instaurer un programme national d'alimentation scolaire et à lancer de nouvelles initiatives en matière de garde d'enfants, que d'annonces liées à la création d'une charte des droits des locataires et à la bonification du Fonds pour accélérer la construction de logements.

Si un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les coûts que pourraient engendrer ces initiatives, les participants ont, dans l'ensemble, positivement réagi à ces mesures. Bon nombre d'entre eux ont affirmé soutenir la proposition de créer une charte des droits des locataires ainsi que l'initiative visant à permettre aux locataires d'établir des antécédents de solvabilité et de se constituer une bonne cote de crédit en payant leur loyer en temps voulu. La plupart des participants ont également salué le plan visant à bonifier le Fonds d'accélération du logement à hauteur de 400 millions de dollars, même si quelques-uns d'entre eux se demandaient quels règlements seraient appliqués pour garantir que les

logements construits dans le cadre de cette initiative soient à la portée financière des Canadiens à faible et moyen revenu.

La quasi-totalité d'entre eux était favorable à ce que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour lancer un nouveau programme de prêt pour l'élargissement des services de garde, estimant que cette initiative serait avantageuse pour les familles comptant de jeunes enfants et qui peinent actuellement à faire face au coût de la vie et à obtenir des places en garderie. Si l'instauration d'un programme national d'alimentation scolaire était également jugée importante, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à rendre les produits alimentaires plus abordables en général, ce qui aurait sans doute pour effet de réduire la nécessité d'un tel programme.

Économie (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété de grands centres du Québec, Ontario)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur leurs impressions initiales concernant le budget 2024. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu le discours du budget prononcé par le ministre des Finances ou s'ils en avaient vu des extraits dans les journaux télévisés ou les médias sociaux, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si leur opinion générale sur le budget avait été positive ou négative, un grand nombre d'entre eux se sont dit incertains, estimant ne pas en savoir assez sur le contenu du budget pour pouvoir en faire une évaluation convenable. Parmi les participants ayant fourni une réponse, ceux qui avaient une opinion positive du budget étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'avis était plus neutre, tandis qu'un plus petit nombre de participants ont exprimé des opinions plus négatives. En abordant certains points du budget dont ils avaient entendu parler et auxquels ils étaient favorables, plusieurs participants ont mentionné l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital (appelé impôt sur les gains en capital), tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont mentionné la création d'un programme national d'alimentation scolaire.

Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait un thème ou narratif particulier associé au budget 2024, si la plupart des participants se sont dit incertains, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le budget visait principalement à améliorer le bien-être économique des Canadiens et à rendre la vie (et plus particulièrement les besoins essentiels que sont les produits d'épicerie et le logement) plus abordable.

Mesures particulières (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario)

Les participants de tous les groupes de discussion menés après le dépôt du budget ont pris part à des discussions approfondies portant sur certaines des mesures et initiatives annoncées. À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit en pensant au budget 2024, bon nombre d'entre eux estimaient que le logement avait été au centre des préoccupations et que de nombreuses initiatives avaient été annoncées en vue d'accroître l'offre de logements, de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt

des Canadiens et de s'attaquer à des problèmes comme celui de l'itinérance. Plusieurs d'entre eux avaient également le sentiment que la défense nationale avait constitué un point essentiel du budget 2024 et avaient entendu dire que le gouvernement du Canada augmenterait dorénavant ses dépenses en matière de défense dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont également rappelé la mesure visant à augmenter le taux d'inclusion des gains en capital, ainsi que la création d'un Programme national d'alimentation scolaire et la création de la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de brefs détails sur un certain nombre d'initiatives annoncées dans le cadre du budget et ont été invités à choisir celles qui, selon eux, auraient, pour les Canadiens, les retombées les plus positives.

La mesure visant à stabiliser le coût des produits d'épicerie a reçu un très large appui de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'il devrait s'agir de la plus haute priorité du gouvernement fédéral. De l'avis général, cette mesure aurait un impact positif sur le plus grand nombre de Canadiens et remédierait à ce qu'ils considéreraient comme étant une source importante de stress financier pour de nombreux ménages à l'heure actuelle.

L'initiative visant à mettre en œuvre des accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès à des soins primaires et à réduire les temps d'attente a également reçu un appui considérable de la part des participants. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que cette initiative aurait un impact positif sur un grand nombre de Canadiens éprouvant actuellement des difficultés à accéder aux ressources dont ils ont besoin en matière de santé en raison des longs délais d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires ou d'urgence. Dans le même ordre d'idées, plusieurs participants estimaient en outre que la mise en œuvre d'un programme national d'assurance médicaments (commençant par une couverture universelle des contraceptifs ainsi que des médicaments et des appareils pour le traitement du diabète) devait constituer une priorité majeure du gouvernement fédéral. De l'avis général, les Canadiens atteints de maladies chroniques et ayant du mal à assumer les coûts de leurs médicaments d'ordonnance profiteraient grandement de ce programme.

Les initiatives visant à sévir contre les frais inutiles et à rendre plus abordables les forfaits Internet et de téléphonie mobile, entre autres choses, ainsi qu'à faire en sorte que le 0,1 % de Canadiens les plus fortunés paient leur juste part d'impôts, ont également reçu un certain appui de la part des participants. Un nombre relativement faible d'entre eux a choisi les initiatives visant à créer un programme national d'alimentation scolaire et à prendre des mesures concernant la reconnaissance des titres de compétences étrangers en matière de soins de santé.

Après s'être vu fournir de l'information concernant l'initiative visant à demander aux Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus d'impôts, les participants étaient beaucoup plus nombreux à exprimer leur appui à cette approche que ceux dont l'opinion était plus neutre ou qui s'y opposaient. Les participants qui appuyaient cette initiative estimaient que les recettes fiscales supplémentaires pourraient être consacrées au financement d'un large éventail de programmes et de prestations destinés aux Canadiens. On s'attendait à ce que cette mesure soit particulièrement utile aux ménages à faible et moyen revenu peinant actuellement à faire face au coût de la vie. Le petit nombre de



personnes opposées à cette approche estimait qu'elle découragerait les Canadiens les plus fortunés à investir dans l'économie canadienne, ce qui pourrait entraîner une baisse de la productivité économique.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'une ou l'autre des mesures dont ils avaient discuté aide à garantir que les plus jeunes générations de Canadiens puissent réussir dans la vie, plusieurs participants ont réaffirmé à quel point la mesure visant à stabiliser le prix des produits d'épicerie était essentielle. On estimait que tant que les produits de première nécessité comme les denrées alimentaires et le logement ne deviendraient pas plus abordables, il serait difficile pour la plupart des plus jeunes générations de Canadiens de se bâtir un avenir. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable et à supprimer les obstacles financiers rencontrés par ceux qui cherchent à obtenir la formation et les certifications qui leur permettront d'être compétitifs au sein de l'économie canadienne moderne.

Initiatives en matière de logements (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario)

Les participants de tous les groupes de discussion menés après le dépôt du budget ont amorcé des discussions approfondies portant sur certaines des mesures et initiatives qui avaient été annoncées. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait présenté un plan en trois volets établissant les grandes lignes d'une stratégie visant à débloquer la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031 pour lutter contre la crise du logement, les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de l'information sur les différentes initiatives annoncées dans le cadre de ce plan et ont été invités à faire part de leurs réactions.

Lorsqu'on leur a présenté de l'information sur les mesures qui avaient été annoncées et qui visaient principalement à construire un plus grand nombre de logements au sein des collectivités canadiennes, la plupart des participants s'y sont montrés favorables, estimant que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction. Les participants ont exprimé un appui particulièrement marqué à l'égard des mesures relatives au Fonds pour accélérer la construction de logements et de celles visant à conclure des ententes avec les municipalités dans le but de réduire les formalités administratives, à modifier la façon dont les maisons sont construites au Canada (notamment par le recours à des technologies faisant intervenir des usines de maisons préfabriquées) et à fournir 15 milliards de dollars d'aide aux constructeurs par l'intermédiaire du Programme de prêts pour la construction d'appartements. Bon nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'à moins que des mesures concrètes ne soient prises pour rendre le prix des logements plus abordable, ces mesures n'aideraient guère les Canadiens à faible et moyen revenu à accéder à la propriété.

Après s'être vu présenter de l'information concernant un deuxième ensemble de mesures visant cette fois à protéger les locataires et à rendre plus facile l'achat d'une habitation pour les candidats souhaitant accéder à la propriété, presque tous les participants étaient d'avis qu'il s'agissait là

d'initiatives sur lesquelles le gouvernement fédéral devait se focaliser. Plusieurs d'entre eux estimaient que la mesure visant à encourager les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à offrir aux locataires la possibilité d'inclure leur historique de paiement du loyer à leur cote de crédit serait particulièrement utile aux personnes tentant d'établir des antécédents de solvabilité. La création d'une Charte des droits des locataires était également considérée comme une mesure essentielle, bon nombre de participants estimant que les locataires n'étaient pas suffisamment protégés contre les pratiques prédatrices ou déloyales dont peuvent faire preuve les propriétaires. Un grand nombre de participants s'attendaient à ce que l'instauration d'une période d'amortissement du prêt hypothécaire de 30 ans rende l'accession à la propriété plus abordable pour les candidats à l'achat d'une première habitation, en prolongeant la période dont ils disposent pour rembourser leurs prêts. Les participants ont en outre favorablement accueilli la décision de prolonger l'interdiction d'achat de propriétés résidentielles canadiennes par des étrangers ainsi que la décision de sévir contre les locations illégales de courte durée. On estimait que ces mesures contribueraient à accroître de façon substantielle l'offre de logements à vendre et à louer.

Les participants se sont également vu présenter un troisième ensemble d'initiatives mettant en évidence les mesures proposées par le gouvernement fédéral visant à venir en aide aux personnes peinant à faire face au coût de leur logement. De l'avis général, ces mesures s'avéreraient bénéfiques pour les personnes ayant actuellement du mal à assumer le coût de leur logement ou qui ne parviennent pas à trouver un domicile où se sentir chez eux. Si tous les participants estimaient que l'investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable destiné à soutenir les fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics constituait un pas important, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, compte tenu de l'ampleur et de la portée des problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens pour accéder à des logements abordables, cette somme ne suffirait probablement pas à résoudre entièrement le problème. Les participants ont également exprimé des opinions généralement positives concernant la mesure visant à créer un fonds de protection des loyers afin de garantir que des logements locatifs abordables ne soient pas achetés dans l'intention d'être transformés en logements de luxe. Compte tenu de la pénurie importante de logements locatifs disponibles dans de nombreuses régions du pays, les participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait, dans la mesure du possible, décourager les promoteurs de construire des logements pour la plupart inabordables.

À la question de savoir si l'une ou l'autre des mesures dont ils avaient discuté s'avérerait efficace pour aider les jeunes Canadiens et les générations futures à réussir dans la vie, notamment en leur donnant accès à une variété d'options de logement abordables, les participants ont mentionné une série d'initiatives qui, selon eux, pourraient leur être utiles à cet égard. Au nombre de ces mesures figuraient l'autorisation donnée aux prêteurs d'offrir des prêts hypothécaires étalés sur 30 ans incluant la prise en compte des loyers payés à temps dans la cote de crédit, la prolongation de l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des investisseurs étrangers. Plusieurs participants ont toutefois rappelé qu'à moins que des efforts ne soient déployés pour faire baisser le prix des logements et le coût de la vie en général, les jeunes auront toujours beaucoup de mal à accéder au marché du logement.



Fiscalité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de quatre groupes ont entamé des discussions portant sur la fiscalité et les éventuelles modifications dont celle-ci pourrait faire l'objet au palier fédéral. À la question de savoir combien d'argent il fallait gagner par année avant d'être qualifié de fortuné, les réponses des participants ont varié d'environ 100 000 \$ à plus de 500 000 \$, la plupart des estimations se situant entre 200 000 \$ et 300 000 \$. En discutant des critères, autres que l'argent, dont ils tiendraient compte pour déterminer la richesse, les participants ont cité des éléments associés au mode de vie, comme le fait de posséder une ou plusieurs résidences de luxe, de se déplacer à bord de véhicules de luxe, de manger au restaurant, de pouvoir partir en vacances chaque année, d'avoir accès à des soins médicaux privés et de pouvoir répondre à tous ses besoins financiers tout en disposant d'un revenu résiduel pouvant être consacré à des investissements ou à des dépenses discrétionnaires.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que les Canadiens fortunés payaient actuellement leur juste part d'impôts, les participants ont exprimé des avis partagés. Si bon nombre d'entre eux considéraient que les personnes dont les salaires étaient plus élevés payaient souvent beaucoup plus d'impôts que celles à faible revenu, de l'avis général, les personnes fortunées (et plus particulièrement les Canadiens les plus fortunés) pouvaient beaucoup plus facilement avoir recours à diverses déductions et à d'autres mécanismes pour réduire leur revenu imposable.

Quant à savoir s'ils seraient favorables à ce que le gouvernement fédéral crée un impôt sur la fortune qui serait acquitté chaque année par les Canadiens les plus fortunés, nombreux sont les participants ayant exprimé des réserves à l'égard d'une telle initiative. Plusieurs d'entre eux ne considéraient pas cette approche comme étant équitable, estimant que dans de nombreux cas, les Canadiens les plus fortunés devaient leur fortune à un dur labeur et à un certain succès et n'estimaient pas devoir être pénalisés pour cela. À la question de savoir comment ils réagiraient si cet impôt était expressément exigé du 1 % de Canadiens aux revenus les plus élevés, un nombre beaucoup plus important de participants se sont dit favorables à cette mesure, estimant que le 1 % de Canadiens les plus fortunés serait bien plus à même de payer cet impôt que d'autres Canadiens à hauts revenus.

En se focalisant sur les éventuels avantages et coûts associés à un impôt sur la fortune, les participants ont fait part d'un vaste éventail de considérations. Bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que la création d'un impôt annuel sur la fortune des Canadiens les plus fortunés ait pour avantage de fournir des recettes fiscales supplémentaires au gouvernement fédéral que ce dernier pourrait consacrer à l'amélioration des conditions de vie du reste de la population. On estimait que ces recettes supplémentaires pourraient être investies dans des secteurs comme ceux de l'éducation et des soins de santé, ainsi que dans des projets d'infrastructure et de travaux publics, et qu'elles permettraient d'apporter une aide plus importante aux personnes âgées ainsi qu'aux plus jeunes générations de Canadiens, dont on disait croire qu'elles peinaient actuellement à faire face au coût de la vie. Sur la question des coûts potentiels associés à un impôt sur la fortune, les participants ont dit craindre que cette mesure n'entraîne une diminution des investissements économiques et des activités philanthropiques des Canadiens les plus fortunés, étant donné que ces derniers se verraient désormais dans l'obligation de consacrer des sommes supplémentaires à l'acquittement de cet impôt. Certains

d'entre eux étaient également d'avis que ce programme serait difficile à gérer et s'attendaient à ce que, compte tenu de la valeur non réalisée ou spéculative de nombreux types de biens (comme les investissements), il soit difficile d'évaluer avec exactitude la richesse d'un particulier et de déterminer le montant qu'il pourrait avoir à payer dans le cadre de cette nouvelle initiative.

À la question de savoir si, après avoir discuté de cette question, ils soutiendraient la création d'un impôt sur la fortune, les participants étaient légèrement plus nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi les participants favorables à cette mesure, certains estimaient que les recettes perçues au titre d'un impôt sur la fortune applicable aux Canadiens les plus fortunés profiteraient grandement au reste des Canadiens, tout en ayant un impact relativement faible sur le bien-être financier du 1 % des personnes les plus aisées. Sur la question de savoir s'ils avaient d'autres solutions à proposer qu'un impôt sur la fortune, les participants ont suggéré des initiatives visant notamment à instaurer une réglementation obligeant les grandes entreprises à consacrer un certain montant de leurs profits à des organismes caritatifs, à des projets de travaux publics et à des infrastructures, ainsi qu'à modifier les fourchettes d'imposition (par opposition à l'imposition directe sur la fortune) pour faire en sorte que les Canadiens les plus fortunés paient davantage à l'avenir.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler du terme « gains en capital », un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. En donnant leur avis sur la signification de ce terme, la plupart des participants ont dit croire que les gains en capital étaient les profits réalisés lors de la vente d'un placement (notamment d'une action ou d'une obligation) et que ce revenu était souvent assujéti à l'impôt. Lorsqu'on leur a demandé quels types de personnes leur venaient à l'esprit en pensant à ceux qui réalisent des gains en capital, les participants estimaient qu'il pouvait s'agir de n'importe qui, plusieurs d'entre eux se souvenant avoir eux-mêmes précédemment réalisé des gains en capital.

À la question de savoir s'ils estimaient que les gains en capital devraient être imposables, si un certain nombre d'entre eux estimaient qu'un impôt sur les gains en capital serait justifié pour les personnes dont les revenus proviennent principalement de gains en capital, la plupart des participants étaient d'avis que ces derniers ne devraient pas être assujéti à l'impôt s'ils proviennent de la vente de biens tels qu'une maison, un placement à long terme ou d'autres biens possédés depuis de nombreuses années. On était d'avis qu'il fallait plafonner le montant des gains en capital pouvant être assujéti à l'impôt et davantage tenir compte de la durée depuis laquelle sont détenus les investissements, l'imposition des gains en capital étant aujourd'hui principalement centrée sur les placements à court terme.

À la question de savoir qui profiterait le plus d'une réduction de l'impôt sur les gains en capital, les participants estimaient qu'elle profiterait à la majorité des Canadiens, et notamment à ceux qui investissent activement, qui s'appêtent à vendre un bien immobilier ou qui vendent des placements en prévision de leur retraite. Quant à savoir à qui profiterait le plus une augmentation de l'impôt sur les gains en capital, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral et les bénéficiaires de ses prestations et de ses aides seraient ceux qui en profiteraient le plus du fait qu'il y aurait désormais davantage de recettes fiscales à consacrer au financement de ces programmes.



Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient équitable d'imposer les gains en capital provenant de certains types de biens plutôt que d'autres, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. En se focalisant plus particulièrement sur les gains en capital liés à l'immobilier, un certain nombre de participants était d'avis que ceux-ci devraient être assujettis à un fort taux d'imposition, notamment en raison de la pénurie importante de logements dans de nombreuses régions du pays à l'heure actuelle. Après s'être vu présenter de l'information portant sur l'exemption pour résidence principale, la quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il s'agissait d'une approche équitable. On était d'avis que la plupart des propriétaires avaient acheté leur propriété pour y vivre, et non en tant qu'investissement, et qu'ils ne devraient pas être pénalisés en raison d'une augmentation de la valeur de leur résidence principale pendant la période où ils en avaient été propriétaires.

Impacts du changement climatique (Québec, Colombie-Britannique)

Les participants de deux groupes ont engagé des discussions portant sur les potentiels effets actuels et futurs du changement climatique. À la question de savoir si les éventuels effets du changement climatique les préoccupaient, tous les participants du groupe basé en Colombie-Britannique (C.-B.) et la plupart de ceux basés au Québec ont répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux estimant que les impacts du changement climatique avaient déjà commencé à se faire sentir. De l'avis général, le changement climatique avait été l'un des facteurs majeurs à l'origine des feux de forêt, des tempêtes de vent, des sécheresses et des inondations de grande ampleur ayant sévi dans de nombreuses régions du pays au cours des dernières années. Plusieurs participants craignaient que ces problèmes continuent de se présenter de plus en plus fréquemment dans les années et les décennies à venir et estimaient que cela pourrait avoir un impact négatif important sur la qualité de vie de générations futures.

Lorsqu'on leur a demandé de décrire ce qui leur venait à l'esprit en pensant aux effets potentiels du changement climatique, plusieurs participants se sont dit préoccupés par la hausse des températures, les sécheresses potentielles et le risque accru d'inondations et de feux de forêt dans leurs régions respectives. On estimait que le changement climatique pourrait avoir un impact négatif considérable sur l'environnement et l'économie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'aquaculture et de la sylviculture. Les participants ont également fait part de préoccupations concernant les effets préjudiciables du changement climatique sur la santé des Canadiens, estimant que ce dernier pourrait entraîner une diminution de la qualité de l'air et de l'eau dans l'ensemble du pays.

À la question de savoir s'ils avaient constaté de quelconques impacts du changement climatique au sein de leur collectivité ainsi que dans leur propre vie, les participants ont énuméré toute une série de secteurs qui, selon eux, avaient été touchés par des régimes climatiques changeants. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir modifié leur comportement dans le but d'atténuer les effets du changement climatique, notamment en utilisant plus fréquemment les transports en commun et en s'efforçant de cultiver eux-mêmes leurs aliments. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué ne plus pratiquer d'activité comme le camping, invoquant des préoccupations liées à la hausse des températures et au risque croissant d'incendies de forêt pendant les mois d'été. Les participants estimaient en outre que le

changement climatique avait eu un impact négatif sur leur santé mentale et physique, certains d'entre eux déclarant avoir été confrontés à des problèmes, et notamment à une anxiété croissante quant aux potentiels impacts du changement climatique dans les années et décennies à venir et à des troubles physiologiques de plus en plus importants (tels qu'une aggravation des symptômes de l'asthme) au cours des dernières années.

En discutant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour se préparer aux effets du changement climatique et à les atténuer, un certain nombre de participants ont rappelé des initiatives visant à réduire les émissions et notamment la mise en place d'une tarification du carbone ainsi que l'engagement pris par le gouvernement d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Certains d'entre eux ont également mentionné des initiatives du gouvernement fédéral visant à encourager les Canadiens à effectuer la transition vers les véhicules électriques (VE). Au nombre de celles-ci figuraient les investissements effectués en vue d'accroître la production de VE au Canada ainsi que les incitatifs financiers accordés aux particuliers se portant acquéreurs de ce type de véhicules.

Tarification du carbone (centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la tarification du carbone au Canada. Au début de la conversation, on a demandé aux participants résidant dans des centres de taille moyenne de l'Alberta ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification de la pollution par le carbone. Presque tous les participants se sont dit préoccupés par les potentiels impacts négatifs de la tarification de la pollution par le carbone, et un grand nombre d'entre eux associaient l'application d'une taxe carbone à l'augmentation du coût de l'essence qu'ils percevaient comme ayant été substantiels au cours des dernières années. Un certain nombre d'entre eux ont exprimé des inquiétudes quant à l'impact que des initiatives comme l'instauration d'un système de tarification du carbone pourraient avoir sur le marché de l'emploi dans leur province, et plus particulièrement dans le secteur pétrolier et gazier, qui, selon eux, serait probablement confronté à des difficultés financières supplémentaires en raison de l'obligation d'adhérer au système fédéral de tarification du carbone.

Lorsqu'on leur a demandé si, à leur connaissance, il existait actuellement un système de tarification du carbone dans leurs provinces respectives, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la Remise canadienne sur le carbone (RCC), si plusieurs participants ont indiqué avoir connaissance de ce programme, peu d'entre eux étaient au courant de détails particuliers à son sujet. Après s'être vu expliquer que la RCC était un montant non imposable destiné à aider les personnes et les familles admissibles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution, bon nombre d'entre eux ont déclaré remettre en question le bien-fondé du système fédéral de tarification de la pollution, étant donné que les sommes acquises par le biais de ce programme étaient éventuellement redistribuées aux Canadiens. Plusieurs participants estimaient que, plutôt que de rembourser ces sommes par le biais de RCC, les fonds obtenus par le gouvernement fédéral grâce à la tarification du carbone devraient plutôt être réinvestis pour financer des initiatives axées sur l'environnement, par exemple en offrant des incitatifs financiers



aux Canadiens pour qu'ils rénovent leur domicile en y installant des technologies à haut rendement énergétique, notamment des panneaux solaires et des thermopompes.

Au cours d'une discussion visant à déterminer si, compte tenu de ce qu'ils savaient au sujet de la tarification de la pollution par le carbone et de la RCC, ils étaient pour ou contre le programme de tarification du carbone du gouvernement du Canada, la plupart des participants se sont dit contre cette initiative. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des suggestions pour améliorer le système fédéral de tarification du carbone, plusieurs ont réitéré la nécessité pour le gouvernement du Canada de fournir une explication plus simple et plus directe de son fonctionnement, de la raison pour laquelle les RCC étaient redistribuées aux Canadiens et des effets concrets de cette initiative dans le cadre des efforts déployés pour réduire les émissions de carbone au Canada dans les années à venir.

Inflation climatique (centres de taille moyenne de l'Alberta, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de trois groupes ont amorcé de brèves discussions au sujet des concepts que sont l'« inflation climatique » et la « thermoflation ». Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient déjà entendu parler de ces termes, tous les participants ont répondu par la négative. En discutant de ce à quoi pouvait, à leur avis, renvoyer le terme « inflation climatique », bon nombre de participants estimaient qu'il avait probablement rapport à des initiatives axées sur le climat, notamment la mise en place d'un système de tarification du carbone, qu'ils considéraient comme un facteur ayant contribué à l'augmentation perçue du coût de la vie ces derniers temps. Aucun participant n'avait entendu parler du terme « thermoflation ». De l'avis général, le sens de ce terme était sans doute semblable au terme « inflation climatique », mais avec une focalisation plus particulière sur les conséquences du réchauffement planétaire.

À la question de savoir dans quelle mesure le changement climatique avait, selon eux, une incidence sur le prix des aliments, presque tous les participants des groupes basés en Colombie-Britannique (C.-B.) et dans les prairies estimaient qu'il avait une incidence considérable. Il était généralement admis qu'en raison de températures estivales plus élevées, du manque de précipitations et des sécheresses et feux de forêt qui en résultent, il était devenu de plus en plus difficile et coûteux pour les agriculteurs de produire des denrées alimentaires, ce qui avait entraîné une hausse du prix des produits d'épicerie. Plusieurs participants du groupe composé de personnes résidant dans des centres de taille moyenne de l'Alberta estimaient toutefois que les répercussions du changement climatique sur le prix des denrées alimentaires avaient été relativement mineures. Ces participants estimaient en outre que des initiatives fédérales comme la tarification du carbone avaient contribué dans une bien plus large mesure à l'augmentation du prix des produits alimentaires que le changement climatique.

Vol de véhicules (Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto)

Les participants du groupe composé de Canadiens de la classe moyenne résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont entamé une discussion portant sur le vol de véhicules. Lorsqu'on leur a



demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos de mesures prises par le gouvernement du Canada pour remédier à ce problème, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. La totalité des participants considérait que le vol de voitures était devenu une préoccupation croissante au sein de leur collectivité et que le gouvernement fédéral devait y accorder une plus grande priorité et un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir été personnellement touchés par ce problème.

Tous les participants ont favorablement accueilli l'information qui leur a été présentée concernant un certain nombre de mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour lutter contre le vol de véhicules, et bon nombre d'entre eux se sont dit extrêmement favorables à l'ajout de nouvelles infractions criminelles au *Code criminel*. Plusieurs d'entre eux prévoyaient que l'initiative visant à accroître la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter et à contrôler les conteneurs soupçonnés de contenir des véhicules volés s'avérerait également particulièrement efficace dans la lutte contre le vol de véhicules.

Lorsqu'on leur a demandé si ces mesures auraient un impact majeur, mineur ou nul, la plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles aient un impact majeur et estimaient que le gouvernement du Canada ferait bien de se concentrer sur ces initiatives. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que ces mesures n'auraient qu'un impact mineur, certains étaient d'avis que les fabricants devaient également prendre des mesures pour qu'il soit d'emblée plus difficile de voler ces véhicules.

Véhicules électriques (Ontario)

Un groupe de participants a pris part à une brève discussion portant sur les véhicules électriques (VE). À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu des nouvelles d'actualité ayant trait au gouvernement du Canada et aux VE, plusieurs ont rappelé son engagement à exiger que tous les nouveaux véhicules vendus au Canada soient des véhicules zéro émission (VZE) d'ici 2035, ainsi que ses récents investissements (en partenariat avec des entreprises comme Honda) visant à financer la fabrication de VE et de batteries de VE en Ontario.

Après s'être vu informer que les gouvernements du Canada et de l'Ontario avaient récemment annoncé que Honda Canada investirait 15 milliards de dollars dans la construction de quatre nouvelles usines de fabrication de VE dans la province, plusieurs participants ont réagi positivement, estimant que cet investissement permettrait la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés dans la province et que la production d'un plus grand nombre de véhicules non polluants serait bénéfique pour l'environnement. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé d'éventuelles préoccupations concernant cette approche. Ces participants estimaient que la production de VE pouvait être très coûteuse et que pour les Canadiens à faible et moyen revenu, le prix de bon nombre de ces véhicules était actuellement inabordable. Certains participants disaient également croire que l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries de VE posait des problèmes environnementaux et qu'il était difficile de les éliminer à la fin de leur durée de vie.



En discutant des éventuels impacts que pourraient avoir sur leur collectivité des initiatives liées aux VE comme celles-ci, quelques participants se sont dit préoccupés par d'éventuelles pertes d'emplois et se demandaient si les emplois que générerait cette initiative suffiraient à compenser la perte potentielle d'emplois parmi les personnes travaillant actuellement à la fabrication d'automobiles alimentées à l'essence. Un certain nombre d'entre eux ont également exprimé des doutes quant à la capacité du réseau électrique de leur région à faire face à l'augmentation substantielle de la demande qui, selon eux, accompagnerait une transition à grande échelle des Canadiens vers l'utilisation de VE.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en avril 2024

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement du présent rapport, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois d'avril 2024.

- Du 1er au 7 avril
 - Le 1er avril. Le Gouvernement du Canada annonce son intention d'augmenter le nombre de départs assistés d'Haïti vers le Canada de citoyens canadiens et de résidents permanents.
 - Le 1er avril. Le gouvernement du Canada augmente le prix minimal sur la pollution par le carbone à 80 \$ par tonne.
 - Le 3 avril. Dans le cadre de ses efforts continus pour lutter contre le vol de véhicules, le gouvernement du Canada annonce que les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ont recouvré 598 véhicules volés, évitant ainsi qu'ils soient exportés illégalement à l'extérieur du pays.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population de centres de taille moyenne de l'Alberta \(4 avril 2024\)](#).
 - Le 5 avril. Le gouvernement du Canada présente les chiffres définitifs concernant le plafonnement des demandes de permis d'études d'étudiants étrangers en 2024, et déclare qu'un total de 552 000 permis d'études a été attribué aux provinces et territoires, ce qui représente une réduction globale de 28 pour cent par rapport à 2023.
- Du 1er au 14 avril
 - Le 8 avril. Le gouvernement du Canada annonce une mise à jour de sa politique de défense afin de renforcer les Forces armées canadiennes (FAC) et la capacité du Canada à gérer d'éventuelles menaces. Le gouvernement fédéral entend investir 8,1 milliards de dollars dans la défense nationale du Canada au cours des cinq prochaines années et 73 milliards de dollars au cours des vingt prochaines années.
 - Le 9 avril. Le gouvernement du Canada a annoncé une proposition d'investissement de 500 millions de dollars pour la création d'un nouveau Fonds pour la santé mentale des jeunes afin de permettre aux jeunes Canadiens d'accéder plus rapidement à un plus large éventail de ressources en matière de santé mentale.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Québec \(9 avril 2024\)](#).
 - Le 10 avril. La Banque du Canada annonce qu'elle maintiendra le taux d'intérêt directeur à 5 %.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Colombie-Britannique \(10 avril 2024\)](#).
 - Le 11 avril. Le gouvernement du Canada annonce qu'il accordera un financement de plus de 149 millions de dollars à la République démocratique du Congo (RDC) et au Bénin afin

- d'améliorer l'accès à des soins de santé pour les femmes et les jeunes filles et de fournir une aide humanitaire.
- Groupe de discussion avec des membres de la population générale des Prairies (11 avril 2024).
 - Du 15 au 21 avril
 - Le 15 avril. Le gouvernement du Canada annonce qu'en vertu de la Loi des mesures économiques spéciales, il imposera des sanctions à six individus pour leur implication dans des activités compromettant la paix au Soudan.
 - Le 16 avril. Le gouvernement du Canada dépose son projet de budget 2024.
 - Le 16 avril. Le gouvernement du Canada annonce sa proposition de plan pour le logement dans son budget 2024. Au nombre des mesures figuraient, entre autres, la libération de terrains publics pour la construction résidentielle, l'augmentation du Fonds pour accélérer la construction de logements et du Fonds pour le logement abordable, l'autorisation d'amortissements sur 30 ans pour les candidats à l'achat d'une première propriété nouvellement construite, et la création d'une charte des droits des locataires.
 - Le 16 avril. Le gouvernement du Canada annonce des mesures visant à réduire le coût de la vie, dont le lancement d'un régime national d'assurance médicaments, la création d'un programme national d'alimentation scolaire, la stabilisation du coût des produits d'épicerie, le lancement d'une nouvelle prestation canadienne pour les personnes handicapées, la demande faite aux 0,1 % de Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus d'impôts ainsi que les modifications apportées à l'imposition des gains en capital.
 - Groupe de discussion avec des membres de la génération Z résidant dans de grands centres de la Colombie-Britannique (16 avril 2024)
 - Groupe de discussion avec des millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec (17 avril 2024).
 - Groupe de discussion avec des personnes âgées de 65 ans et plus du Canada Atlantique (18 avril 2024).
 - Du 22 au 28 avril
 - Le 23 avril. Le gouvernement du Canada lance une obligation multimarchés en dollars américains sur cinq ans afin de favoriser la stabilité du dollar canadien sur les marchés des changes.
 - Groupe de discussion avec des candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec (23 avril 2024).
 - Groupe de discussion avec des membres de la classe moyenne de la région du Grand Toronto (24 avril 2024)
 - Le 25 avril. Le gouvernement du Canada annonce qu'il imposera de nouvelles sanctions à l'Iran en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran* en réponse à la participation de l'Iran à des activités déstabilisatrices au Moyen-Orient.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Canada Atlantique (25 avril 2024).
 - Le 26 avril. Le gouvernement canadien annonce un don de 3 millions de dollars à l'Ukraine pour la production de drones par son industrie de défense nationale.
 - Du 29 au 30 avril

- Le 29 avril. Le gouvernement du Canada annonce qu'à compter du 30 avril 2024, il mettra fin à sa politique temporaire permettant aux étudiants étrangers étudiant au Canada de travailler plus de 20 heures par semaine. Le gouvernement fédéral déclare qu'il introduira une nouvelle règle à l'automne 2024, en vertu de laquelle les étudiants étrangers seront autorisés à travailler jusqu'à un maximum de 24 heures par semaine hors campus.
- [Groupe de discussion avec de jeunes femmes âgées de 18 à 43 ans résidant à Winnipeg \(29 avril 2024\).](#)
- Le 30 avril. Des représentants du gouvernement du Canada déposent des motions pour demander que le budget 2024 soit présenté la Chambre des communes.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de l'Ontario \(30 avril 2024\).](#)

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de quatre groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- L'augmentation, à compter du 1er avril 2024, de la taxe fédérale sur le carbone, le modèle fédéral de tarification de la pollution par le carbone passant de 65 dollars la tonne en 2023 à 80 dollars la tonne en 2024; dans le même ordre d'idées, certains participants ont dit croire que les montants remboursés aux Canadiens en vertu de la Remise canadienne sur le carbone seraient également augmentés.
- L'annonce de nombreux accords conclus entre le gouvernement du Canada et des municipalités individuelles à travers le pays visant à fournir un financement supplémentaire au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements afin de construire un plus grand nombre de logements, plus rapidement au sein de ces collectivités;
- Le gouvernement fédéral annonce son intention de créer une charte des droits des locataires afin de mieux protéger et soutenir les locataires au Canada. Certains participants ont plus particulièrement rappelé l'initiative visant à inclure l'historique des paiements de loyer mensuels dans le calcul de l'évaluation de la cote de crédit des locataires;
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) annonce l'abandon de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, à la suite duquel aucune nouvelle demande ne sera approuvée après le 31 mars 2024;
- La décision prise par la Banque du Canada, le 19 avril 2024, de maintenir son taux directeur à 5 %;

- L'annonce effectuée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) selon laquelle, à compter de 2024, le gouvernement du Canada fixerait un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pendant une période de deux ans.

Priorités et performances du gouvernement du Canada (Québec, jeunes femmes résidant à Winnipeg)

Les participants de deux groupes ont pris part à de brèves discussions portant sur les enjeux auxquels le gouvernement du Canada est actuellement confronté ainsi que sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Invités à citer ce qu'ils considéraient comme étant les principaux problèmes auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, bon nombre de participants estimaient nécessaire de mettre davantage l'accent sur la réduction du coût de la vie et de veiller à ce que tous les Canadiens aient les moyens de s'acheter des produits de première nécessité, et notamment des produits d'épicerie. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que des efforts plus soutenus devaient être déployés pour rendre le logement plus abordable, et un certain nombre d'entre eux estimaient que le coût des logements avait considérablement augmenté au cours des dernières années, tant pour les propriétaires que pour les locataires. Au nombre des autres priorités mentionnées par les participants figurait la nécessité d'investir davantage dans l'éducation à tous les niveaux, notamment en recrutant davantage d'enseignants du primaire et du secondaire et en rendant l'enseignement postsecondaire plus abordable. Un certain nombre de participants estimaient également qu'il fallait accorder plus d'importance à la protection de l'environnement et à l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi qu'à la résolution des problèmes liés aux soins de santé (tels que les longs délais d'attente et la pénurie perçue de professionnels de la santé). Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que des efforts supplémentaires devaient être consentis pour réduire les dépenses fédérales et assurer l'équilibre du budget national à l'avenir.

Les participants résidant au Québec ont été invités à énumérer les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Décrivant les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement fédéral avait été satisfaisante, les participants ont mentionné les mesures qu'il avait prises pour rendre les services de garde d'enfants et les soins dentaires plus abordables dans l'intérêt des familles canadiennes, son travail de réconciliation avec les peuples indigènes et ses efforts humanitaires sur la scène internationale (notamment l'aide apportée aux personnes déplacées à la suite de conflits ou de catastrophes naturelles). Sur ce dernier point, un certain nombre de participants ont dit croire que le gouvernement du Canada jouissait d'une solide réputation sur la scène internationale et qu'il était généralement perçu de manière positive par la plupart des pays du monde. En discutant des domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement pouvait faire mieux, les participants ont réaffirmé la nécessité pour le gouvernement fédéral d'intensifier ses efforts pour stabiliser le coût de la vie, rendre le logement plus abordable,

parvenir à un budget national équilibré et s'attaquer à des problèmes comme la pénurie perçue de médecins et d'infirmières dans de nombreuses communautés canadiennes.

Les participantes du groupe composé de jeunes femmes de Winnipeg ont été invitées à énumérer les enjeux se rapportant aux femmes qui, selon elles, nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs d'entre elles estimaient qu'il fallait accorder une plus grande attention à la santé mentale des femmes, notamment en facilitant l'accès à des thérapeutes et à d'autres professionnels de la santé mentale, ainsi qu'au traitement de problèmes, dont la dépression et l'anxiété post-partum. On était d'avis que la santé mentale en général devait être considérée comme une composante essentielle des soins de santé et que les coûts financiers pour accéder à ces ressources devraient être pris en charge par le gouvernement fédéral. Toujours en rapport avec les soins de santé, on estimait qu'il fallait davantage veiller à ce que toutes les femmes du Canada aient accès à un spécialiste de la santé des femmes, et notamment à un gynécologue. Certains participants disant croire qu'il était devenu difficile, dans certaines collectivités, d'obtenir un rendez-vous avec un spécialiste. Quelques participants estimaient que des mesures devraient également être prises pour garantir une plus grande équité salariale et des possibilités d'emploi aux femmes sur le marché du travail, et pour faire en sorte qu'il soit plus facile pour les mères au travail de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales.

Économie (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété)

Les participants de quatre groupes ont entamé une brève discussion portant sur l'économie canadienne. Dans un premier temps, ces derniers se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de décrire en un seul mot ou en une seule phrase l'état actuel de l'économie. Bon nombre d'entre eux ont choisi des mots à connotation négative comme « instable » « inquiétante » et « en déclin ». Les participants estimaient que l'économie canadienne s'était détériorée au cours des dernières années, bon nombre d'entre eux se disant préoccupé par ce qu'ils percevaient comme étant une productivité économique insuffisante, une croissance limitée de l'emploi ainsi que par la fermeture de nombreuses petites entreprises au lendemain de la pandémie de COVID-19. Certains ont choisi le mot « inflation », estimant que la hausse des coûts dans tous les secteurs avait rendu la vie des Canadiens de plus en plus inabordable et que de nombreuses familles à faible et moyen revenu peinaient actuellement à joindre les deux bouts. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé une opinion plus positive de l'économie, choisissant des mots comme « excellente » et « surperformante ». Pour ces participants, bien que l'économie canadienne ait été confrontée à certains défis au cours des

dernières années, elle se portait mieux que ce à quoi ils se seraient attendus et avait pris le pas sur les économies de nombreux pays pairs du Canada sur la scène internationale.

Invités à cerner les problèmes économiques particuliers qui les préoccupaient personnellement, plusieurs d'entre eux ont qualifié le logement d'enjeu majeur à l'heure actuelle et avaient le sentiment que pour de nombreux Canadiens, le coût du logement avait considérablement augmenté, y compris pour les propriétaires qui avaient vu leurs paiements hypothécaires mensuels augmenter en raison de la hausse des taux d'intérêt. Un certain nombre de participants ont mentionné le coût élevé de la vie, estimant que le prix des produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie et l'essence, avait considérablement augmenté ces dernières années. Quelques-uns d'entre eux considéraient également comme difficiles les conditions actuelles du marché de l'emploi, certains décrivant les difficultés auxquelles ils avaient personnellement fait face pour obtenir un emploi bien rémunéré dans leur domaine. Certains participants ont également cité le changement climatique comme ayant des répercussions négatives sur l'économie, estimant qu'en raison des températures plus élevées et de l'imprévisibilité accrue des conditions météorologiques ces dernières années, il était devenu plus coûteux pour les agriculteurs de produire et de transporter des produits alimentaires, ce qui avait eu pour effet d'augmenter les coûts au détriment des consommateurs canadiens.

Sur la question de savoir si l'économie canadienne s'améliorerait, se détériorerait ou demeurerait inchangée au cours des douze prochains mois, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'elle demeure relativement stable. Plusieurs d'entre eux estimaient que, bien que les problèmes liés à l'inflation et au coût de la vie se soient quelque peu stabilisés au cours des derniers mois, il faudrait probablement plus d'un an pour que la situation économique commence à s'améliorer, compte tenu de l'ampleur de l'impact qu'avaient eu, selon eux, ces problèmes sur les ménages canadiens. Un plus petit nombre d'entre eux estimait que la situation économique s'améliorerait probablement au cours de la prochaine année. Parmi ces participants, on estimait que le travail effectué par le gouvernement du Canada visant à reprendre contrôle du taux d'inflation avait été satisfaisant et que la croissance de la population canadienne entraînerait une augmentation de la productivité économique dans les années à venir. Parmi les quelques participants qui étaient d'avis que l'économie était susceptible de se détériorer, on estimait que tant que les coûts des biens et produits essentiels (comme la nourriture, le carburant et le chauffage domestique) continueraient à augmenter, un nombre croissant de familles canadiennes seraient confrontées à des difficultés financières et que cela entraînerait une diminution des dépenses des consommateurs et de l'activité économique dans son ensemble.

À la question de savoir s'ils prévoyaient que leur situation financière s'améliore, se détériore ou demeure inchangée, les participants se sont montrés plus optimistes, plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce que leur situation financière s'améliore au cours de l'année à venir. Pour justifier cet optimisme, les participants ont cité des facteurs tels que les promotions et les augmentations de salaire attendues au travail, l'obtention récente d'un diplôme d'études postsecondaires, ainsi que le fait de s'attendre à pouvoir rembourser leurs dettes et d'assumer d'autres dépenses importantes au cours de l'année à venir. Un certain nombre d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent et prévoyaient que leur situation demeurerait pour l'essentiel inchangée. Si ces participants s'attendaient

à pouvoir continuer à joindre les deux bouts, ils estimaient néanmoins qu'en raison du coût élevé de la vie, il leur serait difficile de se constituer une épargne et d'améliorer leur situation financière. Très peu d'entre eux s'attendaient à ce que leur situation économique se détériore au cours des douze prochains mois.

Budget 2024 (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur le budget fédéral 2024 déposé le 16 avril 2024. Les participants des groupes de discussion qui se sont tenus avant le dépôt du budget ont pris part à des discussions portant sur les annonces prébudgétaires du gouvernement du Canada, tandis que ceux des groupes de discussion qui se sont tenus après le dépôt du budget ont fait part de leurs impressions générales initiales ainsi que de leurs réactions aux initiatives qui avaient été incluses dans le budget. Tous les groupes organisés après la présentation du budget ont en outre amorcé des discussions approfondies au sujet du grand nombre d'initiatives budgétaires liées au logement.

Annonces prébudgétaires (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de quatre groupes de discussion (tous menés avant le dépôt du budget) ont pris part à de brèves discussions portant sur leur connaissance d'un certain nombre d'initiatives annoncées par le gouvernement fédéral au cours des semaines précédant la publication du budget, et leurs opinions les concernant. À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'annonces prébudgétaires faites par le gouvernement du Canada, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si un petit nombre de participants disait croire que de récentes annonces avaient été faites concernant l'augmentation de l'offre de logements et les mesures visant à rendre le logement plus abordable au profit des Canadiens, aucun d'entre eux ne se souvenait de détails précis à leur sujet.

Les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler d'une série d'annonces précises émanant du gouvernement fédéral. Par souci de clarté, les participants se sont vu fournir des détails supplémentaires (voir ci-dessous) sur chacune des initiatives avant de poursuivre la discussion. Au nombre des initiatives présentées figuraient :

Charte des droits des locataires : Le gouvernement du Canada a proposé la création d'une nouvelle charte canadienne des droits des locataires qui sera élaborée et mise en œuvre en collaboration avec les provinces et territoires. Cette charte exigerait des propriétaires qu'ils fournissent un historique détaillé de la tarification de leurs appartements, afin que les locataires puissent négocier de manière équitable. Le gouvernement fédéral entend également sévir contre les rénovictions, établir un contrat de location normalisé à l'échelle nationale et accroître la capacité d'agir des locataires.

Une mesure visant à encourager l'inclusion de l'historique des paiements de loyer à la cote de crédit d'un locataire. Le gouvernement du Canada a proposé de créer une mesure visant à s'assurer que la cote de



crédit d'un locataire tient compte des paiements de loyer effectués à temps. Le gouvernement du Canada entend modifier la Charte hypothécaire canadienne et demander aux propriétaires, aux banques et autres intervenants de veiller à ce que la cote de crédit d'un locataire tienne compte de ses antécédents locatifs.

Bonification du Fonds pour accélérer la construction de logements : Le Fonds pour accélérer la construction de logements s'inscrit dans le cadre d'une initiative de 5 milliards de dollars visant à augmenter l'offre de logements en encourageant la construction d'un plus grand nombre de logements plus rapidement. Le gouvernement du Canada entend augmenter ce fonds de 400 millions de dollars afin d'encourager les municipalités à favoriser la construction de logements en supprimant notamment les obstacles prohibitifs en matière de zonage.

Programme national d'alimentation scolaire : Le gouvernement du Canada a proposé la création d'un nouveau programme national d'alimentation scolaire. Le programme sera lancé avec l'objectif de fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année, en plus des enfants qui bénéficient déjà de programmes d'alimentation scolaire existants.

Initiatives liées à la garde d'enfants : Le gouvernement du Canada a proposé de nouvelles mesures visant à créer davantage de places en garderie abordables. Ce dernier entend lancer un nouveau programme de prêts pour l'expansion des services de garde afin que les fournisseurs de services de garde puissent créer de nouvelles places et rénover leurs garderies actuelles. Le gouvernement fédéral entend également offrir une exonération du remboursement des prêts d'études aux éducateurs de la petite enfance pour les encourager à travailler dans de plus petites collectivités. Le gouvernement fédéral entend en outre accroître la formation des éducateurs de la petite enfance.

Les deux groupes respectivement composés de résidents de la Colombie-Britannique (C.-B.) et des Prairies se sont également vu fournir l'information suivante au sujet de l'augmentation des dépenses en matière de défense proposée par le gouvernement :

Investissements dans le budget de la défense : Le gouvernement du Canada entend investir 8,1 milliards de dollars supplémentaires sur cinq ans et 73 milliards de dollars sur 20 ans dans le secteur de la défense. Ces investissements visent à s'assurer que les FAC disposent des outils et des capacités nécessaires pour défendre le Canada et protéger l'Amérique du Nord, y compris la souveraineté du Canada dans l'Arctique et les régions nordiques.

Bien que relativement peu d'entre eux aient déclaré avoir eu connaissance des annonces, les participants étaient plus nombreux à se rappeler avoir entendu parler d'initiatives visant à encourager l'inclusion de l'historique des paiements de loyer du locataire à sa cote de crédit, à instaurer un programme national d'alimentation scolaire et à lancer de nouvelles initiatives en matière de garde d'enfants, que d'annonces liées à la création d'une charte des droits des locataires et à la bonification du Fonds pour accélérer la construction de logements. Parmi les participants des groupes à qui l'on a demandé s'ils avaient connaissance d'annonces récentes du gouvernement fédéral concernant l'augmentation des dépenses de défense, seul un petit nombre d'entre eux se souvenait d'en avoir entendu parler.

Dans l'ensemble, les participants ont favorablement accueilli ces initiatives, même si un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupé par leur coût potentiel. Bon nombre d'entre eux ont exprimé leur appui à la proposition de créer une charte des droits des locataires ainsi qu'à l'initiative visant à permettre aux locataires d'établir des antécédents de solvabilité et de se constituer une bonne cote de crédit en payant leur loyer en temps voulu. Quelques-uns d'entre eux estimaient toutefois que des mesures devaient également être prises pour augmenter les protections offertes aux propriétaires et plus particulièrement pour augmenter leur capacité à évincer les locataires qui ne paient pas leur loyer ou qui ne respectent pas les conditions de leur contrat de location. Si la plupart des participants ont également salué le plan visant à bonifier le Fonds pour accélérer la construction de logements à hauteur de 400 millions de dollars, quelques-uns d'entre eux se demandaient quels règlements seraient mis en place pour garantir que les logements construits dans le cadre de cette initiative soient à la portée financière des Canadiens à faible et moyen revenu.

La quasi-totalité d'entre eux était favorable à ce que le gouvernement fédéral adopte des mesures pour lancer un nouveau programme de prêt pour l'élargissement des services de garde, estimant que cette initiative serait avantageuse pour les familles comptant de jeunes enfants et qui peinent actuellement à faire face au coût de la vie et à obtenir des places en garderie. Un certain nombre d'entre eux ont décrit le manque de places en garderie comme constituant un problème important au sein de leur collectivité et ont indiqué que les listes d'attente étaient souvent longues dans de nombreuses garderies. Quelques participants résidant dans les Prairies se sont montrés particulièrement favorables à l'initiative du gouvernement fédéral visant à inciter les éducateurs de la petite enfance (EPE), par l'intermédiaire du programme d'exonération des remboursements du prêt d'études, à travailler au sein de petites collectivités et de collectivités rurales. Bien que l'instauration d'un programme national d'alimentation scolaire soit également considérée comme importante, un certain nombre de participants ont mis en doute les critères de ce programme et se demandaient s'il serait également offert aux écoles semi-privées et privées. Quelques-uns d'entre eux se sont dit d'un autre avis, estimant qu'au lieu de mettre en place un programme d'alimentation scolaire, le gouvernement du Canada devrait plutôt consacrer ses efforts à rendre les produits d'épicerie plus abordables en général, ce qui aurait sans doute pour effet de rendre moins nécessaire la mise en place de ce type de programme.

Parmi les groupes s'étant vu informer de la proposition d'augmenter de 8,1 milliards de dollars sur cinq ans et de 73 milliards de dollars sur vingt ans le budget de la défense et des Forces armées canadiennes (FAC), les réactions des participants étaient plus partagées. Si certains d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une mesure prudente et qu'il était important pour le Canada d'accroître sa capacité en matière de défense dans un contexte géopolitique qu'ils considéraient comme étant de plus en plus inquiétant, un nombre à peu près équivalent d'entre eux étaient d'un autre avis. Parmi ces derniers, on estimait que si la défense nationale était importante, d'autres problèmes plus urgents (dont le coût de la vie perçu comme étant élevé et la pénurie de logements abordables) nécessitent une attention plus immédiate de la part du gouvernement fédéral.



Économie (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété de grands centres du Québec, Ontario)

Les participants de cinq groupes ont amorcé des discussions portant sur leurs impressions initiales concernant le budget 2024. À la question de savoir s'ils avaient eu connaissance de nouvelles ou d'annonces récentes du gouvernement fédéral en lien avec l'économie, plusieurs participants ont mentionné le dépôt du budget 2024, et un certain nombre d'entre eux se souvenaient plus particulièrement de la mesure visant à augmenter le taux d'inclusion des gains en capital (appelé impôt sur les gains en capital) pour les particuliers, les fiducies et les sociétés. Sans rapport avec le budget, les participants ont également rappelé l'annonce faite par la Banque du Canada le 10 avril 2024, selon laquelle elle maintiendrait son taux d'intérêt directeur à 5 %, ainsi qu'un rapport de Statistique Canada indiquant que le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada avait augmenté de 0,2 % au cours du mois de février 2024.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient visionné le discours du budget prononcé par le ministre des Finances ou s'ils en avaient vu des extraits dans les journaux télévisés ou les médias sociaux, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si leur opinion générale sur le budget avait été positive ou négative, un grand nombre d'entre eux se sont dit incertains, estimant ne pas en savoir assez sur le contenu du budget pour pouvoir en faire une évaluation adéquate. Parmi les participants ayant fourni une réponse, ceux qui avaient une opinion positive du budget étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'avis était plus neutre, tandis qu'un plus petit nombre de participants ont exprimé des opinions plus négatives. En abordant certains points du budget dont ils avaient entendu parler et qu'ils saluaient, plusieurs participants ont mentionné l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital (appelé impôt sur les gains en capital), tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux ont mentionné la création d'un programme national d'alimentation scolaire.

Lors de discussions sur la question de savoir s'il y avait un thème ou narratif particulier associé au budget 2024, bien que la plupart des participants s'en soient dit incertains, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le budget visait principalement à améliorer le bien-être économique des Canadiens et à rendre la vie (et plus particulièrement les produits de première nécessité comme les produits d'épicerie et le logement) plus abordable. Lorsqu'on leur a demandé si l'un des éléments du budget aurait une incidence sur leur situation financière personnelle ou celle de leur ménage, quelques participants s'attendaient à ce que le fait d'augmenter le taux d'imposition des gains en capital réalisés sur les investissements ait un impact négatif. Un petit nombre d'entre eux se disaient d'avis que le gouvernement fédéral aurait dû en faire davantage pour venir en aide aux personnes vivant avec un handicap, estimant que cela n'avait pas constitué l'un des principaux objectifs du budget 2024.

Mesures particulières (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario)

Tous les participants des huit groupes de discussion organisés après le dépôt du budget ont pris part à des discussions approfondies portant sur certaines des mesures et initiatives annoncées. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants :

Chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir. C'est à cette occasion que le gouvernement décrit les investissements qu'il entend réaliser et les nouveaux programmes qu'il envisage de mettre en place. Le gouvernement fait également des projections concernant le déficit et l'évolution de l'économie. Le budget fédéral prévu pour cette année a été présenté le 16 avril 2024.

À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit en pensant au budget 2024, bon nombre d'entre eux estimaient que le logement était au centre des préoccupations et que de nombreuses initiatives avaient été annoncées en vue d'accroître l'offre de logements, de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, et de s'attaquer à des problèmes comme celui de l'itinérance. Plusieurs d'entre eux avaient également le sentiment que la défense nationale avait constitué un point essentiel du budget 2024 et avaient entendu dire que le gouvernement du Canada entendait augmenter ses dépenses en matière de défense dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont également rappelé la mesure visant à augmenter le taux d'inclusion des gains en capital, ainsi que la création d'un programme national d'alimentation scolaire et la création de la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées. Concernant cette dernière, quelques participants estimaient que les montants versés dans le cadre de ce programme ne suffiraient pas à garantir un soutien financier suffisant pour répondre aux besoins essentiels des personnes vivant avec un handicap. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les coûts associés à tous les programmes et initiatives annoncés dans le budget 2024, et inquiets de l'impact que ces coûts pourraient avoir sur la dette nationale.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de brefs détails sur un certain nombre d'initiatives annoncées dans le cadre du budget et ont été invités à choisir celles qui, selon eux, auraient les retombées les plus positives pour les Canadiens. Au nombre des initiatives présentées aux participants figuraient :

- *La stabilisation du prix des produits d'épicerie en encadrant les grands épiciers, en augmentant la concurrence et en s'attaquant à la réinflation;*
- *La création d'un programme national d'alimentation scolaire dans l'objectif de fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année;*
- *L'instauration de mesures pour sévir contre les frais indésirables et rendre plus abordables les services Internet et de téléphonie cellulaire;*
- *Le lancement d'un régime national d'assurance médicaments, en commençant par une couverture universelle pour les contraceptifs ainsi que pour les médicaments et appareils pour le traitement du diabète;*



- *La mise en œuvre d'accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès à des soins primaires et de réduire les temps d'attente;*
- *La mise en application de mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétences étrangers afin d'aider un plus grand nombre de professionnels de la santé à exercer au Canada;*
- *L'instauration de mesures visant à s'assurer que les Canadiens les plus fortunés paient leur juste part en demandant aux 0,1 % de Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus.*

La mesure visant à stabiliser le coût des produits d'épicerie a reçu un très large appui de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'il devrait s'agir de la priorité numéro un du gouvernement fédéral. De l'avis général, cette mesure aurait un impact positif sur le plus grand nombre de Canadiens et remédierait à ce qu'ils considéreraient comme étant une source importante de stress financier pour de nombreux ménages à l'heure actuelle. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les coûts associés à tous les programmes et initiatives annoncés dans le cadre du budget 2024, et inquiets de l'impact que ces coûts pourraient avoir sur la dette nationale.

L'initiative visant à mettre en œuvre des accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès aux soins primaires et à réduire les temps d'attente a également reçu un appui considérable de la part des participants. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que cette initiative aurait un impact positif sur un grand nombre de Canadiens éprouvant actuellement des difficultés à accéder aux ressources dont ils ont besoin en matière de santé en raison des longs délais d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires ou d'urgence. De l'avis des participants, compte tenu de l'augmentation récente de la population engendrée par une immigration croissante, il était essentiel que le gouvernement fédéral s'emploie à accroître la capacité du système de soins de santé partout au Canada. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que la conclusion de ces accords pourrait permettre au gouvernement du Canada d'établir des normes nationales plus élevées en matière de soins de santé que tous les gouvernements provinciaux et territoriaux seraient tenus de respecter.

Dans le même ordre d'idées, plusieurs participants estimaient en outre que la mise en œuvre d'un programme national d'assurance médicaments (commençant par une couverture universelle des contraceptifs ainsi que des médicaments et des appareils pour le traitement du diabète) devait constituer une priorité majeure du gouvernement fédéral. De l'avis général, les Canadiens atteints de maladies chroniques et ayant du mal à assumer les coûts de leurs médicaments d'ordonnance bénéficieraient grandement de ce programme. Un certain nombre de participants estimaient qu'il était nécessaire d'agir sur ce front et qu'une couverture complète d'assurance médicaments devrait être incluse dans la couverture universelle des soins de santé offerte à tous les Canadiens.

Les initiatives visant à sévir contre les frais inutiles et à rendre plus abordables les forfaits Internet et de téléphonie mobile, ainsi qu'à faire en sorte que le 0,1 % de Canadiens les plus fortunés paient leur juste part d'impôts, ont également reçu un certain appui de la part des participants. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que des frais inutiles avaient été associés à un large éventail de biens et de services et que leur abolition profiterait à pratiquement tous les Canadiens. Un certain nombre d'entre eux estimait également que les tarifs Internet et de téléphonie mobile payés par les Canadiens

comptaient parmi les plus élevés au monde et que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour rendre ces aspects essentiels de la vie moderne plus abordables. Concernant la mesure visant à augmenter l'impôt payé par les Canadiens les plus fortunés, un certain nombre de participants estimait qu'il s'agissait d'une mesure prudente, en particulier compte tenu des difficultés financières auxquelles de nombreuses familles à faible et moyen revenu sont, selon eux, actuellement confrontées. On estimait que cette mesure contribuerait à rendre la société plus équitable puisque le gouvernement fédéral disposerait d'un financement accru qui lui permettrait de fournir des prestations et des aides au reste des Canadiens.

Un nombre relativement faible de participants a choisi les initiatives visant à créer un Programme national d'alimentation scolaire et à instaurer des mesures concernant la reconnaissance des titres de compétences étrangers en matière de soins de santé. Parmi ceux les ayant choisies, on estimait que l'instauration d'un programme alimentaire scolaire garantirait que tous les enfants, et en particulier ceux issus de familles à faible revenu, aient accès à des aliments nutritifs durant la journée scolaire. Les participants ayant indiqué appuyer les mesures visant à reconnaître les titres de compétences des travailleurs de la santé formés à l'étranger étaient d'avis qu'il s'agirait d'un moyen efficace de s'attaquer à des problèmes tels que la pénurie de travailleurs de la santé et les longs délais d'attente qui, selon eux, affectent actuellement de nombreuses collectivités dans l'ensemble du pays.

Les participants du groupe composé de membres de la génération Z résidant dans de grands centres de la Colombie-Britannique se sont vu présenter une initiative supplémentaire : *Atteindre les objectifs budgétaires du gouvernement en dépensant de manière responsable*. Un petit nombre d'entre eux ont choisi cette initiative, estimant que la réduction du déficit national constituait une importante priorité et que le gouvernement fédéral devait dorénavant s'attacher à stabiliser et à réduire ses dépenses. Ce groupe s'est également vu fournir l'information suivante concernant l'approche du gouvernement du Canada visant à augmenter le taux d'imposition des Canadiens les plus fortunés :

Le gouvernement fédéral propose de demander aux 0,1 % des Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus. Le gouvernement affirme que cette mesure est motivée par un souci d'équité entre générations, afin que des investissements puissent être réalisés pour construire davantage de logements, réduire le coût de la vie et créer de l'emploi et de la croissance.

Réagissant à cette information, plusieurs participants se sont dit incertains quant à savoir si cette approche constituerait un moyen efficace d'améliorer la qualité de vie des Canadiens, estimant plutôt que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de réduire ses dépenses plutôt que d'augmenter les impôts des particuliers les plus fortunés. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que les Canadiens les plus fortunés payaient déjà beaucoup plus d'impôts que ceux les autres catégories de revenus et ne pensaient pas qu'il serait juste de taxer davantage ces personnes. Un certain nombre d'entre eux avaient le sentiment que les Canadiens les plus fortunés payaient déjà beaucoup plus d'impôts que d'autres Canadiens dont les revenus appartenaient à d'autres fourchettes, et ne pensaient pas qu'il serait juste d'imposer ces particuliers plus lourdement.

Tous les autres groupes se sont vu présenter une version élargie de l'information présentée ci-dessus, à savoir la citation suivante du ministre des Finances lors du discours sur le budget :



« Au Canada et ailleurs dans le monde, l'économie du 21e siècle, fondée sur la loi du plus fort, a pour effet d'enrichir davantage les plus riches, tandis qu'un bien trop grand nombre de gens de la classe moyenne se battent pour garder la tête hors de l'eau. Notre régime fiscal a pour fonction de réduire cette inégalité structurelle, notamment en finançant des investissements dans la classe moyenne, en particulier auprès de la jeunesse canadienne, et en faisant contribuer un peu plus ceux qui bénéficient du système économique où règne cette loi du plus fort. Aujourd'hui, notre système fiscal ne le fait pas. « Aujourd'hui, il est possible qu'un charpentier ou qu'une infirmière paie un taux d'imposition marginal plus élevé qu'un multimillionnaire. Cela n'est pas équitable. Il faut que cela change. Et cela va changer.

Notre gouvernement porte le taux d'inclusion aux deux tiers sur les gains en capital supérieurs à 250 000 \$ réalisés en une année pour les particuliers. Ce nouveau revenu aidera à réduire le coût de la vie pour des millions de Canadiennes et de Canadiens, surtout les millénariaux et les membres la génération Z. Cette mesure aidera à financer nos efforts pour dynamiser la construction de logements supplémentaires. Elle appuiera les investissements dans la croissance et la productivité qui porteront des fruits pour les années à venir. »

À la question de savoir s'ils étaient pour ou contre cette approche, les participants étaient beaucoup plus nombreux à l'appuyer que ceux dont l'avis était plus neutre ou qui s'y opposaient. Les participants qui appuyaient cette initiative estimaient que les recettes fiscales supplémentaires pourraient être consacrées au financement d'un large éventail de programmes et de prestations destinés aux Canadiens. On s'attendait à ce que cette mesure soit particulièrement utile aux ménages à faible et moyen revenu peinant actuellement à faire face au coût de la vie. Un certain nombre d'entre eux était également d'avis qu'il s'agissait d'une approche plus équitable de la répartition des richesses au Canada et espérait que cela contribuerait dorénavant à réduire l'inégalité des revenus. Le petit nombre de personnes opposées à cette approche estimait qu'elle découragerait les Canadiens les plus fortunés à investir dans l'économie canadienne, ce qui pourrait entraîner une baisse de la productivité économique. On estimait que plutôt que de majorer les impôts des citoyens les plus fortunés, le gouvernement fédéral devrait plutôt chercher à inciter ces personnes à accroître leurs investissements dans des entreprises et des secteurs d'activité canadiens. D'opinion plus neutre, quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il leur faudrait en savoir plus sur l'affectation de ces recettes fiscales supplémentaires pour déterminer s'ils appuyaient ou s'opposaient à cette approche.

À la question de savoir si l'évasion fiscale des Canadiens les plus riches leur posait problème, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que ce problème était devenu assez répandu et que de nombreux Canadiens fortunés ne payaient souvent que très peu d'impôts parce qu'ils disposaient des ressources nécessaires pour tirer parti des déductions et d'autres méthodes permettant de réduire leur revenu imposable. En discutant des recettes fiscales supplémentaires générées par cette initiative et des secteurs auxquels elles devraient, selon eux, être consacrées, les participants ont mentionné un vaste éventail d'affectations. Au nombre de celles-ci, des investissements accrus du gouvernement du Canada dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé (y compris en santé mentale), ainsi que pour remédier aux problèmes que constituent l'itinérance et la dépendance aux opioïdes ainsi que pour renforcer les mesures de soutien aux populations vulnérables et notamment aux personnes âgées et aux personnes vivant avec un handicap. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que ces recettes fiscales supplémentaires

pourraient servir à augmenter les investissements destinés aux FAC et à la défense nationale, à fournir un plus grand soutien financier aux Canadiens et à réduire l'impôt payé par les ménages à faible et moyen revenu.

Les participants des groupes composés de millénariaux résidant dans la région de l'Outaouais au Québec, de personnes âgées du Canada atlantique, de candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec et de résidents de l'Ontario se sont vu informer que le budget répondait aux objectifs du gouvernement fédéral en matière de gestion du déficit et pour ce qui est de dépenser de manière responsable, notamment en réduisant le ratio de la dette au PIB et en le maintenant sur une trajectoire descendante. Lorsqu'on leur a demandé de préciser l'importance qu'ils accordaient à cet objectif par rapport aux autres mesures dont ils avaient discuté, les participants ont exprimé des avis partagés. Bon nombre d'entre eux estimaient que si la réduction du ratio de la dette au PIB constituait un objectif important à long terme, des priorités plus urgentes s'imposaient, comme celle de rendre la vie des Canadiens plus abordable et d'aider ceux d'entre eux qui peinent actuellement à faire face au coût de la vie. Parmi ceux qui étaient d'un avis différent, on considérait qu'une réduction du ratio dette/PIB serait essentielle pour préserver à long terme la santé économique du pays et veiller à ne pas faire porter aux générations futures le fardeau de paiements d'intérêts nationaux considérables. En discutant de la question de savoir si, à leur avis, cette mesure les concernerait personnellement, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un petit nombre d'entre eux estimait qu'à condition que le retour à un budget équilibré et le remboursement de la dette nationale deviennent une priorité du gouvernement fédéral, les prestations et les programmes sociaux dont bénéficieront les Canadiens dans les années à venir s'en trouveraient réduits.

Le groupe composé de jeunes femmes résidant à Winnipeg s'est vu fournir le complément d'information suivant au sujet du projet de loi C-64 (également appelé *Loi concernant l'assurance médicaments*) :

Le projet de loi C-64, Loi concernant l'assurance médicaments, propose les principes fondamentaux pour la première phase d'un régime universel d'assurance médicaments au Canada et décrit l'intention du gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces et les territoires afin d'assurer une couverture universelle à payeur unique pour de nombreux contraceptifs et médicaments contre le diabète.

La première phase permettra la mise en place efficace de l'assurance médicaments, tout en fournissant un soutien immédiat pour répondre aux besoins en soins de santé des femmes ainsi que des personnes atteintes du diabète.

Si tous les participants considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux estimaient que la couverture offerte dans cette phase initiale du programme était trop limitée et qu'elle devrait être étendue à d'autres dépenses médicales et de santé, notamment aux soins ophtalmologiques et aux produits menstruels. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'une couverture universelle des contraceptifs aurait un impact positif pour les femmes en général et serait particulièrement utile aux femmes et aux jeunes filles issues de familles à faibles revenus et n'ayant pas les moyens d'acheter les contraceptifs dont elles ont besoin. Quelques participants se demandaient si, en vertu de cette législation, les médicaments et services offerts seraient couverts en tout ou seulement en partie, si les particuliers auraient à payer une franchise, et si un seuil de revenu serait fixé.



À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'une ou l'autre des mesures dont ils avaient discuté aide à garantir que les plus jeunes générations de Canadiens puissent réussir dans la vie, plusieurs participants ont réaffirmé à quel point la mesure visant à stabiliser le prix des produits d'épicerie était essentielle. On estimait que tant que les produits de première nécessité comme les denrées alimentaires et le logement ne deviendraient pas plus abordables, il serait difficile pour la plupart des plus jeunes générations de Canadiens de se bâtir un avenir. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable et à supprimer les obstacles financiers rencontrés par ceux qui cherchent à obtenir la formation et les certifications qui leur permettront d'être compétitifs au sein de l'économie canadienne moderne.

Initiatives en matière de logements (membres de la génération Z issus de grands centres de la Colombie-Britannique, millénariaux de la région de l'Outaouais au Québec, personnes âgées du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario)

Les participants de tous les groupes de discussion tenus après le dépôt du budget ont amorcé des discussions approfondies portant sur certaines des mesures et initiatives qui avaient été annoncées. À la question de savoir si, avant de prendre part à ces discussions, ils avaient connaissance de mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, les participants ont mentionné un certain nombre d'initiatives. Celles-ci comprenaient des mesures visant à protéger les locataires (y compris à limiter les pratiques telles que la rénoviction), à abolir la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux logements locatifs abordables, à fournir un financement aux municipalités pour la construction de nouveaux logements au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements, à augmenter de 35 000 \$ à 60 000 \$ le plafond des retraits dans le cadre du Régime d'accession à la propriété, et à mettre en place des programmes comme le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP).

Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu informer que le gouvernement du Canada avait présenté un plan en trois volets visant à débloquer la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031 dans le but de remédier à la crise du logement. Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de l'information concernant des initiatives annoncées par le gouvernement fédéral et ont été invités à faire part de leurs réactions. La première série d'initiatives qui leur a été présentée était principalement axée sur la stratégie du gouvernement du Canada visant à construire davantage de logements et comprenait les mesures suivantes :

- *Signer 179 ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements jusqu'à présent afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie;*



- *Consacrer des biens fonciers fédéraux, comme ceux qu'utilisent Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles de bureaux du gouvernement fédéral, à la construction d'un plus grand nombre de logements, plus rapidement;*
- *Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets;*
- *Modifier la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et des catalogues de conception de logements préapprouvée;*
- *Des initiatives visant à rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et à aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.*

La quasi-totalité des participants a favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction et que la construction d'un plus grand nombre de logements constituait une priorité importante du gouvernement du Canada. Les participants ont exprimé un appui particulièrement marqué à l'égard des mesures relatives au Fonds pour accélérer la construction de logements et de celles visant à conclure des ententes avec les municipalités dans le but de réduire les formalités administratives, à modifier la façon dont les maisons sont construites au Canada (notamment par le recours à des technologies faisant intervenir des usines de maisons préfabriquées) et à fournir 15 milliards de dollars d'aide aux constructeurs dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements. Bon nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'à moins que des mesures concrètes ne soient prises pour rendre le prix des logements plus abordable, ces mesures n'aideraient guère les Canadiens à faible et moyen à accéder à la propriété. Un certain nombre de participants se demandaient également si des règlements seraient mis en place pour veiller à ce que les promoteurs construisent des logements abordables et n'utilisent pas ces fonds supplémentaires pour augmenter leurs profits. Quelques-uns d'entre eux ont dit craindre que la priorité accordée à la construction plus rapide de logements et à la modification de leur mode de construction ait pour effet d'abaisser les normes de sécurité et de construction, et de compromettre par le fait même la qualité globale de ces logements. Tout en considérant que la rationalisation du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les travailleurs de la construction constituait une mesure positive, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire davantage pour inciter les Canadiens (et en particulier les jeunes) à envisager des carrières dans le secteur de la construction. On estimait en outre que des mesures devraient être prises pour aider les constructeurs à assumer le coût des matériaux, certains participants étant d'avis qu'il s'agissait, pour les promoteurs, d'un obstacle important à la construction d'un plus grand nombre de logements.

La deuxième série d'initiatives présentée aux participants, qui visait à protéger les locataires et à faire en sorte qu'il soit plus facile pour des candidats à la propriété de se porter acquéreur d'une habitation, comprenait ce qui suit :

- *Sévir contre les locations illégales de courte durée (p. ex., Airbnb);*



- *Convier les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer dans leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt;*
- *Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair et précis des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale;*
- *Permettre une période d'amortissement de 30 ans pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite;*
- *Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers.*

Presque tous les participants ont réagi positivement à cette information. Plusieurs d'entre eux estimaient que la mesure visant à encourager les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à offrir aux locataires la possibilité d'inclure leur historique de paiement du loyer à leur cote de crédit serait particulièrement utile aux personnes tentant d'établir des antécédents de solvabilité. Un certain nombre de participants du groupe composé de membres de la génération Z résidant en Colombie-Britannique prévoyait bénéficier personnellement de cette mesure au moment d'entreprendre leur carrière et au fur et à mesure qu'ils s'établiront sur le plan financier. La création d'une Charte des droits des locataires était également considérée comme une mesure essentielle, bon nombre de participants estimant que les locataires n'étaient pas suffisamment protégés contre les pratiques prédatrices ou déloyales dont peuvent faire preuve les propriétaires. Un petit nombre de participants du groupe composé de personnes âgées du Canada atlantique étaient d'un avis différent, craignant que cette mesure soit injuste à l'égard des propriétaires en ceci qu'il leur serait plus difficile d'expulser de mauvais locataires, ce qui compromettrait leur capacité à protéger leur propriété. Un grand nombre d'entre eux prévoyaient que l'instauration d'une période d'amortissement du prêt hypothécaire de 30 ans rendrait l'accession à la propriété plus abordable pour les candidats à l'achat d'une première propriété en prolongeant le délai de remboursement de leurs prêts. On estimait que cette durée d'amortissement prolongée permettrait à de nombreux Canadiens désireux d'accéder à la propriété d'obtenir plus facilement un prêt hypothécaire, étant donné qu'un prêt sur 30 ans exigerait probablement des versements mensuels moins élevés. Bon nombre de participants ont en outre favorablement accueilli la décision de prolonger l'interdiction d'achat de propriétés résidentielles canadiennes par des étrangers ainsi que la décision de sévir contre les locations illégales de courte durée. On estimait que ces mesures contribueraient grandement à accroître l'offre de logements à vendre et à louer. Concernant l'augmentation de l'offre de logements disponibles, on estimait que le gouvernement du Canada devrait également prendre des mesures pour interdire aux personnes et aux entreprises fortunées d'acheter de vastes étendues de logements résidentiels pour s'en servir comme biens d'investissement.

La troisième série d'initiatives, décrivant certaines mesures proposées par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux personnes ayant du mal à faire face au coût du logement, comprenait :

- *L'investissement d'un milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable afin de venir en aide aux fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus affectées par la crise du logement;*



- *La création d'un Fonds canadien de protection des loyers pour aider les fournisseurs de logements abordables à acheter des logements et à préserver leur abordabilité à long terme pour éviter qu'ils ne soient reconvertis en copropriétés de luxe;*
- *L'augmentation du financement alloué en appui à des organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance.*

Tous étaient d'avis que ces mesures contribueraient à venir en aide aux personnes ayant actuellement du mal à assumer le coût du logement ou qui ne parviennent pas à trouver un domicile où se sentir chez eux. Si tous les participants estimaient que l'investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable destiné à soutenir les fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics constituait un pas important, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, compte tenu de l'ampleur et de la portée des problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens pour accéder à des logements abordables, cette somme ne suffirait probablement pas à résoudre entièrement le problème. Les participants ont également exprimé des opinions généralement positives concernant la mesure visant à créer un fonds de protection des loyers afin de garantir que des logements locatifs abordables ne soient pas achetés dans l'intention d'être transformés en logements de luxe. Compte tenu de la pénurie importante de logements locatifs disponibles dans de nombreuses régions du pays, les participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait, dans la mesure du possible, décourager les promoteurs de construire des logements pour la plupart inabordables. Les participants étaient nombreux à estimer que toute mesure visant à réduire l'itinérance constituait un pas dans la bonne direction et à être favorables à ce que le gouvernement fédéral augmente son financement pour atteindre cet objectif. On était d'avis que le gouvernement fédéral devait privilégier des partenariats avec des organisations à l'échelon municipal et soutenir celles qui s'attachent à réduire le taux d'itinérance, estimant qu'elles sont les mieux placées pour comprendre les problèmes de logement auxquels sont confrontées leurs collectivités et comment y remédier au mieux.

Après avoir discuté d'un large éventail d'annonces et d'initiatives budgétaires, y compris des mesures liées au logement décrites ci-dessus, les participants ont été invités à choisir un mot ou une phrase décrivant leur réaction générale au budget. Un grand nombre d'entre eux ont choisi des termes à connotation positive comme « optimiste », « rassurant », « encourageant » et « constructif », estimant que les priorités et les annonces contenues dans le budget constituaient un pas dans la bonne direction. Si bon nombre d'entre eux estimaient que le budget visait les bons objectifs, certains participants l'ont qualifié d'« ambitieux » ou ont choisi le mot « sceptique », estimant qu'il serait difficile pour le gouvernement fédéral de mener à bien toutes les initiatives annoncées. Si quelques participants étaient d'avis que le budget était « vague » ou « mal ciblé » et que la portée de ses objectifs était trop large, un petit nombre d'entre eux considéraient qu'avec ce budget, le gouvernement faisait fausse route.

À la question de savoir si l'une ou l'autre des mesures dont ils avaient discuté s'avérerait efficace pour aider les jeunes Canadiens et les générations futures à réussir dans la vie, notamment en leur donnant accès à une variété d'options de logement abordables, les participants ont mentionné une série d'initiatives qui, selon eux, pourraient leur être utiles à cet égard. Au nombre de ces mesures figuraient l'autorisation donnée aux prêteurs d'offrir des prêts hypothécaires étalés sur 30 ans incluant la prise en

compte des loyers payés à temps dans la cote de crédit, la prolongation de l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des investisseurs étrangers. Plusieurs participants ont toutefois rappelé qu'à moins que des efforts ne soient déployés pour faire baisser le prix des logements et le coût de la vie en général, les jeunes auront toujours beaucoup de mal à accéder au marché du logement.

Fiscalité (centres de taille moyenne — Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de quatre groupes ont entamé des discussions portant sur la fiscalité et d'éventuelles modifications dont celle-ci pourrait faire l'objet à l'échelon fédéral. À la question de savoir combien d'argent il fallait gagner par année avant d'être qualifié de fortuné, les réponses des participants ont varié d'environ 100 000 \$ à plus de 500 000 \$, la plupart des estimations se situant entre 200 000 \$ et 300 000 \$. En discutant des critères, autres que l'argent, dont ils tiendraient compte pour déterminer la richesse, les participants ont cité des éléments associés au mode de vie, comme le fait de posséder une ou plusieurs résidences de luxe, de se déplacer à bord de véhicules de luxe, de manger au restaurant, de pouvoir partir en vacances chaque année, d'avoir accès à des soins médicaux privés et de pouvoir répondre à tous ses besoins financiers tout en disposant d'un revenu résiduel pouvant être consacré à des investissements ou à des dépenses discrétionnaires. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné des aspects plus subjectifs comme le bonheur, la tranquillité d'esprit et le fait de ne pas avoir à travailler comme critères sur lesquels ils s'appuieraient pour déterminer la richesse globale d'un individu.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que les Canadiens fortunés payaient actuellement leur juste part d'impôts, les participants ont exprimé des avis partagés. Si bon nombre d'entre eux considéraient que les personnes dont les salaires étaient plus élevés payaient souvent beaucoup plus d'impôts que celles à faible revenu, de l'avis général, les personnes fortunées (et plus particulièrement les Canadiens les plus fortunés) pouvaient beaucoup plus facilement avoir recours à diverses déductions et à d'autres mécanismes pour réduire leur revenu imposable. Quant à savoir s'ils seraient toutefois favorables à ce que le gouvernement fédéral crée un impôt sur la fortune qui serait acquitté chaque année par les Canadiens les plus fortunés, nombreux sont les participants ayant exprimé des réserves concernant une telle initiative. Plusieurs d'entre eux ne considéraient pas cette approche comme étant équitable, estimant que dans de nombreux cas, les Canadiens les plus fortunés avaient bâti leur fortune grâce à un dur labeur et à un certain succès et n'estimaient pas devoir être pénalisés pour cela. Un certain nombre de participants ont également dit craindre qu'un impôt sur la fortune ait un impact négatif sur les particuliers ayant épargné d'importantes sommes en vue de leur retraite et se demandaient si ce type d'épargne serait éventuellement soumis à l'impôt. À la question de savoir comment ils réagiraient si cet impôt était expressément exigé du 1 % de Canadiens aux revenus les plus élevés, un nombre beaucoup plus important de participants se sont dit favorables à cette mesure, estimant que le 1 % de Canadiens les plus fortunés serait bien plus à même de payer cet impôt que d'autres Canadiens à

hauts revenus. Parmi les quelques participants toujours sceptiques à l'égard de cette mesure, certains craignaient que l'application de ce type d'impôt aux personnes les plus fortunées ne les incite (ainsi que les entreprises qu'elles possèdent) à quitter le pays, ce qui pourrait avoir des retombées économiques négatives pour les Canadiens.

En discutant des éventuels avantages et coûts d'un impôt sur la fortune, les participants ont fait part d'un ensemble de considérations. Bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que la création d'un impôt annuel sur la fortune des Canadiens les plus fortunés ait pour avantage de fournir des recettes fiscales supplémentaires au gouvernement fédéral que ce dernier pourrait consacrer à l'amélioration des conditions de vie du reste de la population. On estimait que ces recettes supplémentaires pourraient être investies dans des secteurs comme ceux de l'éducation et des soins de santé, ainsi que dans des projets d'infrastructure et de travaux publics, et qu'elles permettraient d'apporter une aide plus importante aux personnes âgées ainsi qu'aux plus jeunes générations de Canadiens, dont on disait croire qu'elles peinaient actuellement à faire face au coût de la vie. En se focalisant sur les potentiels coûts de cette mesure, les participants ont dit craindre qu'elle n'entraîne une diminution des investissements économiques et des activités philanthropiques des Canadiens les plus fortunés, étant donné que ces derniers se verraient désormais dans l'obligation de consacrer des sommes supplémentaires à l'acquittement de cet impôt. Quelques-uns d'entre eux craignent que cette mesure démotive les Canadiens gagnant des revenus élevés à vouloir continuer à accroître leur patrimoine, ce qui pourrait entraîner une baisse de l'activité économique. Certains d'entre eux étaient également d'avis que ce programme serait difficile à gérer et s'attendaient à ce que, compte tenu de la valeur non réalisée ou spéculative de nombreux types de biens (comme les investissements), il soit difficile d'évaluer avec exactitude la richesse d'un particulier et de déterminer le montant qu'il pourrait avoir à payer dans le cadre de cette nouvelle initiative.

À la question de savoir si, après avoir discuté de cette question, ils appuieraient la création d'un impôt sur la fortune, les participants étaient légèrement plus nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi les participants favorables à cette mesure, certains estimaient que les recettes perçues au titre d'un impôt sur la fortune applicable aux Canadiens les plus fortunés profiteraient grandement au reste des Canadiens, tout en ayant un impact relativement faible sur le bien-être financier du 1 % des personnes les plus fortunées. Parmi le petit nombre de ceux dont l'avis divergeait, les participants ont réitéré leurs préoccupations quant à l'équité de cette mesure et à l'éventualité qu'elle incite des personnes fortunées à quitter le Canada pour de bon. Quelques-uns d'entre eux s'attendaient également à ce que, même si cette mesure était instaurée, les 1 % des Canadiens les plus fortunés continueraient à chercher des moyens d'éviter de payer leur juste part d'impôts. Quant à la question de savoir s'ils avaient d'autres solutions à proposer qu'un impôt sur la fortune, les participants ont suggéré des initiatives comme la mise en place d'une réglementation obligeant les grandes entreprises à consacrer un certain montant de leurs profits à des organismes caritatifs, à des projets de travaux publics et à des infrastructures, ainsi que la modification des fourchettes d'imposition (par opposition à l'imposition directe sur la fortune) pour faire en sorte que les Canadiens les plus fortunés paient davantage à l'avenir.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme « gains en capital », un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. En donnant leur avis sur la signification de ce terme, la plupart des participants ont dit croire que les gains en capital étaient les profits réalisés lors de la vente d'un placement (notamment d'une action ou d'une obligation) et que ce revenu était souvent assujéti à l'impôt. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés suivant la vente ou l'achat de biens de valeur, comme des biens immobiliers, des actions et obligations, des fonds communs de placement, des métaux précieux, des œuvres d'art et objets de collection, des cryptomonnaies, des véhicules ainsi que des biens personnels, entre autres.

À titre d'exemple, si vous avez acheté pour 100 \$ d'actions et que vous les vendez à 150 \$ deux ans plus tard, vous réalisez un gain en capital de 50 \$.

Quant à savoir s'ils avaient déjà réalisé des gains en capital à titre personnel, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir quel type de personnes percevaient généralement, à leur avis, des gains en capital, les participants estimaient qu'il pouvait s'agir de n'importe qui, étant donné que ces profits peuvent être réalisés sur pratiquement tous les types et toutes les tailles d'investissements. Quelques-uns d'entre eux ont plus particulièrement mentionné les personnes dont le revenu principal provenait de gains en capital, comme celles qui s'adonnaient à la revente précipitée de biens immobiliers résidentiels.

Les participants se sont vu informer qu'au Canada, les gains en capital sont assujétiés à l'impôt, ce qui signifie que lorsqu'une personne vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût d'origine, elle doit payer des impôts sur le profit ainsi réalisé. À la question de savoir si les gains en capital devraient être assujétiés à l'impôt, si un certain nombre de participants estimaient qu'un impôt sur les gains en capital serait justifié pour les personnes dont les revenus proviendraient principalement de gains en capital, la plupart des participants étaient toutefois d'avis que ces derniers ne devraient pas être assujétiés à l'impôt s'ils provenaient de la vente de biens tels qu'une propriété, un placement à long terme ou d'autres biens détenus depuis de nombreuses années. On était d'avis qu'il fallait plafonner le montant des gains en capital pouvant être assujéti à l'impôt et davantage tenir compte de la durée depuis laquelle sont détenus les investissements, l'imposition des gains en capital étant principalement centrée sur les placements à court terme.

À la question de savoir à quel taux (entre 0 et 100 %) ils souhaiteraient que l'impôt sur les gains en capital soit fixé, la plupart des réponses ont varié entre 0 et 25, bon nombre de participants estimant que ce taux devrait être mesuré sur une échelle mobile en fonction du revenu de chacun et des sommes perçues à titre de gains en capital. Plusieurs d'entre eux se sont dit incertains quant à la réponse à donner à cette question et estimaient qu'ils n'en savaient pas assez sur le sujet pour pouvoir fournir une réponse éclairée. Quant à savoir qui bénéficierait le plus d'une réduction de l'impôt sur les gains en capital, les participants estimaient qu'elle profiterait à la majorité des Canadiens, et plus particulièrement à ceux qui investissent activement, qui s'appêtent à vendre un bien immobilier ou qui vendent des placements en prévision de leur retraite. À la question de savoir qui profiterait le plus

d'une augmentation de l'impôt sur les gains en capital, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral et les personnes à qui il verse des prestations et des aides en seraient les plus importants bénéficiaires, dans la mesure où ils disposeraient désormais de recettes fiscales accrues à consacrer au financement de ces programmes.

Sur la question de savoir s'il était juste d'imposer les gains en capital réalisés sur certains types de biens plutôt que sur d'autres, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'étant donné le large éventail de biens pouvant être détenus à des fins d'investissement, il était logique de fixer des normes différentes quant à leur mode d'imposition. Un certain nombre de participants ont réaffirmé que la durée de possession d'un bien devrait davantage être prise en compte au moment de déterminer le montant d'impôt sur les gains en capital à acquitter, le cas échéant. Interrogés plus particulièrement sur les gains en capital réalisés sur des biens immobiliers, un certain nombre de participants étaient d'avis que ces gains devraient être assujettis à un fort taux d'imposition, notamment en raison de la pénurie importante de logements dans de nombreuses régions du pays à l'heure actuelle. Les participants se sont ensuite vu fournir l'information suivante sur le mode d'imposition des gains en capital réalisés sur des biens immobiliers au Canada :

Le Canada a prévu un allègement fiscal appelé « exemption pour résidence principale » permettant aux Canadiens d'éviter de payer de l'impôt sur la vente de leur résidence principale. En d'autres mots, cela signifie que l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsque des personnes possédant plusieurs propriétés immobilières vendent celles qu'ils n'habitent pas.

La quasi-totalité d'entre eux était d'avis qu'il s'agissait d'une approche équitable, estimant que la plupart des propriétaires avaient acheté leur propriété pour y vivre et que l'augmentation de la valeur de leur résidence principale pendant la période où ils en avaient été propriétaires ne devait pas leur valoir d'être pénalisés. Bon nombre de participants estimaient toutefois que les particuliers possédant plusieurs biens immobiliers (et plus particulièrement ceux qui achetaient des logements résidentiels à des fins d'investissement) devaient être assujettis à un taux d'imposition élevé en raison de l'impact que cette pratique avait, selon eux, sur l'offre et l'abordabilité des logements dans de nombreuses collectivités canadiennes.

Effets du changement climatique

(Québec, Colombie-Britannique)

Les participants de deux groupes ont engagé des discussions portant sur les potentiels effets actuels et futurs du changement climatique. À la question de savoir si les éventuels effets du changement climatique les préoccupaient, tous les participants du groupe basé en Colombie-Britannique (C.-B.) et la plupart de ceux basés au Québec ont répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux estimant que les impacts du changement climatique avaient déjà commencé à se faire sentir. De l'avis général, le changement climatique avait été l'un des facteurs majeurs à l'origine des feux de forêt, des tempêtes

de vent, des sécheresses et des inondations de grande ampleur ayant sévi dans de nombreuses régions du pays au cours des dernières années. Plusieurs participants craignaient que ces problèmes continuent de se présenter de plus en plus fréquemment dans les années et les décennies à venir et estimaient que cela pourrait avoir un impact négatif important sur la qualité de vie de générations futures. Parmi le petit nombre de participants se disant relativement moins inquiets, certains estimaient que, même si le changement climatique était susceptible d'avoir un impact à un moment donné dans l'avenir, ils ne considéraient pas que leurs collectivités respectives étaient actuellement menacées.

Lorsqu'on leur a demandé de décrire ce qui leur venait à l'esprit en pensant aux effets potentiels du changement climatique, plusieurs participants se sont dit préoccupés par la hausse des températures, les sécheresses potentielles et le risque accru d'inondations et de feux de forêt dans leurs régions respectives. On estimait que le changement climatique pourrait avoir des répercussions négatives considérables sur l'environnement et l'économie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'aquaculture et de la sylviculture. Un certain nombre de participants disaient craindre que le changement climatique n'entraîne une diminution de la production alimentaire au Canada, ainsi que l'impact qu'il pourrait avoir sur le prix des denrées alimentaires, déjà considérées comme étant devenues de plus en plus chères ces dernières années. Les participants ont également fait part de préoccupations concernant les effets préjudiciables du changement climatique sur la santé des Canadiens, estimant que ce dernier pourrait entraîner une diminution de la qualité de l'air et de l'eau dans l'ensemble du pays. Quelques-uns d'entre eux s'attendaient en outre à ce qu'un climat de plus en plus instable et extrême ait un impact négatif sur la santé mentale des Canadiens, estimant qu'un grand nombre d'entre eux subiraient un stress supplémentaire en raison de ces défis.

À la question de savoir s'ils avaient constaté de quelconques impacts du changement climatique au sein de leur collectivité ainsi que dans leur propre vie, les participants ont énuméré toute une série de secteurs qui, selon eux, avaient été touchés par des régimes climatiques changeants. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir modifié leur comportement dans le but d'atténuer les effets du changement climatique, notamment en utilisant plus fréquemment les transports en commun et en s'efforçant de cultiver eux-mêmes leurs aliments. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir abandonné la pratique d'activités comme le camping, invoquant des préoccupations liées à la hausse des températures et au danger croissant d'incendies de forêt pendant les mois d'été. Les participants estimaient en outre que le changement climatique avait eu un impact négatif sur leur santé mentale et physique, certains d'entre eux déclarant avoir été confrontés à des problèmes, et notamment à une anxiété croissante quant aux potentiels impacts du changement climatique dans les années et décennies à venir et à des troubles physiologiques de plus en plus importants (tels qu'une aggravation des symptômes de l'asthme) au cours des dernières années. À la question de savoir si, au cours des prochaines décennies, ils pensaient que leurs collectivités seraient davantage menacées par le changement climatique, presque tous les participants s'attendaient à ce que ce soit le cas. Les quelques participants du groupe basé au Québec se disant moins préoccupés par d'éventuels effets du changement climatique au sein de leur collectivité estimaient que, même s'il était probable que les variations de température et les conditions météorologiques posent un problème, leur collectivité serait en mesure de s'adapter et de remédier à ces effets de manière satisfaisante.

En discutant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour se préparer aux effets du changement climatique et à les atténuer, un certain nombre de participants ont rappelé des initiatives visant à réduire les émissions et notamment la mise en place d'une tarification du carbone ainsi que l'engagement pris par le gouvernement d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Certains d'entre eux ont également mentionné des initiatives du gouvernement fédéral visant à encourager les Canadiens à effectuer la transition vers les véhicules électriques (VE). Au nombre de celles-ci figuraient les investissements effectués en vue d'accroître la production de VE au Canada ainsi que les incitatifs financiers accordés aux particuliers se portant acquéreurs de ce type de véhicules.

À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada au cours des dernières années pour répondre aux catastrophes naturelles en général, quelques participants du Québec ont mentionné le déploiement, en 2013, de membres des Forces armées canadiennes (FAC) pour aider à lutter contre les feux de forêt de grande ampleur dans la province, sans toutefois pouvoir se souvenir d'autres mesures. Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de soutenir le secteur des énergies propres, la plupart des participants se sont dit incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'ils n'en savaient pas assez sur les activités du gouvernement dans ce domaine pour pouvoir en faire une évaluation adéquate. Quelques participants estimaient que le gouvernement du Canada n'en faisait pas assez pour se préparer et pour répondre aux catastrophes nationales. Ces participants étaient d'avis que l'approche du gouvernement fédéral en matière de prévention et d'intervention, lors de phénomènes comme les feux de forêt et les inondations, pourrait être plus proactive et qu'il pourrait s'efforcer d'élaborer un plan à long terme précisant les moyens qu'il mettrait en œuvre pour faire face à des catastrophes naturelles à l'avenir.

Tarification du carbone (centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la tarification du carbone au Canada. Au début de la conversation, on a demandé aux participants résidant dans des centres de taille moyenne de l'Alberta ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification de la pollution par le carbone. Presque tous les participants se sont dit préoccupés par les potentiels impacts négatifs de la tarification de la pollution par le carbone, et un grand nombre d'entre eux associaient l'application d'une taxe carbone à l'augmentation du coût de l'essence qu'ils percevaient comme ayant été substantielle au cours des dernières années. Un certain nombre d'entre eux ont exprimé des inquiétudes quant à l'impact que des initiatives comme l'instauration d'un système de tarification du carbone pourraient avoir sur le marché de l'emploi dans leur province, et plus particulièrement dans le secteur pétrolier et gazier, qui, selon eux, serait probablement confronté à des difficultés financières supplémentaires en raison de l'obligation d'adhérer au système fédéral de tarification du carbone. Certains participants se demandaient si, compte tenu du fait que le Canada était un émetteur relativement mineur à l'échelle mondiale, il était juste que les Canadiens

aient à assumer les coûts financiers supplémentaires liés à la tarification du carbone si les pays émettant les plus grandes quantités de carbone ne font pas également leur part pour répondre au problème de la pollution par le carbone.

Lorsqu'on leur a demandé si, à leur connaissance, il existait actuellement un système de tarification du carbone dans leurs provinces respectives, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la Remise canadienne sur le carbone (RCC), si plusieurs participants ont indiqué avoir connaissance de ce programme, peu d'entre eux étaient au courant de détails particuliers à son sujet. Un petit nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu dire que la RCC était un montant remboursé aux Canadiens pour tenir compte de l'augmentation des coûts liés à la tarification fédérale du carbone, et que la plupart des ménages recevraient un montant supérieur à celui qu'ils avaient versé dans le cadre de cette initiative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à moins polluer.

La Remise canadienne sur le carbone est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution.

En prenant la/le/les [mentionner la province] comme exemple, une famille de 4 personnes peut s'attendre à recevoir [mentionner le montant]. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

Réagissant à cette information, bon nombre de participants remettaient en question l'utilité du système fédéral de tarification de la pollution, sachant que la majorité des recettes générées par ce programme étaient finalement redistribuées aux Canadiens. S'ils estimaient important de s'employer à réduire les émissions, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que la tarification de la pollution par le carbone contribuerait probablement peu à modifier les comportements des émetteurs canadiens s'ils savaient qu'ils finiraient par récupérer la plus grande partie de ces coûts supplémentaires. Plusieurs participants estimaient que, plutôt que de rembourser ces sommes par le biais de RCC, les fonds obtenus par le gouvernement fédéral grâce à la tarification du carbone devraient plutôt être réinvestis pour financer des initiatives axées sur l'environnement, par exemple en offrant des incitatifs financiers aux Canadiens pour qu'ils rénovent leur domicile en y installant des technologies à haut rendement énergétique, notamment des panneaux solaires et des thermopompes. Bien que presque tous les participants se soient dit favorables à l'initiative proposée de doubler le supplément à la remise pour les personnes vivant au sein de collectivités de plus petite taille ou rurales, un certain nombre d'entre eux se demandaient quels critères seraient appliqués pour déterminer si une collectivité était suffisamment petite ou rurale pour avoir droit à cette aide. Quelques-uns d'entre eux estimaient que les critères d'attribution de la RCC devraient être fonction du revenu et que les Canadiens les plus fortunés ne devraient pas être admissibles à ces paiements, étant

donné qu'ils n'avaient sans doute pas autant de mal que d'autres ménages à faire face au coût de la vie.

À la question de savoir si, compte tenu de ce qu'ils savaient au sujet de la taxe carbone et de la RCC, ils étaient pour ou contre le programme de tarification du carbone du gouvernement du Canada, la plupart des participants se sont dit contre cette initiative. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait fournir des informations beaucoup plus claires aux Canadiens quant à savoir comment cette initiative contribuait à réduire les émissions, et si ses objectifs avaient jusqu'à présent été atteints. Sans ces informations, bon nombre de participants étaient d'avis qu'il serait difficile de soutenir cette initiative, étant donné qu'ils n'en comprenaient pas tous les tenants et aboutissants.

À la question de savoir si, à leur connaissance, ils avaient déjà bénéficié d'une RCC ou un membre de leur foyer en avait bénéficié, les participants étaient un peu moins nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui ne pensaient pas que leur ménage avait reçu un tel paiement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le remboursement qu'ils avaient reçu avait été supérieur aux coûts supplémentaires qu'ils avaient payés en raison de la mise en place d'un système fédéral de tarification du carbone, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Les participants se sont ensuite vu informer que, selon les calculs du ministère des Finances du Canada, le ménage moyen dans leurs provinces respectives recevrait des centaines de dollars de plus que les montants qu'il avait cotisé au programme de tarification du carbone. À la question de savoir si, à la lumière de cette information, leur point de vue sur l'initiative de tarification du carbone avait changé, aucun participant n'a répondu par l'affirmative, et plusieurs d'entre eux ont dit souhaiter des éclaircissements sur le mode de calcul employé pour obtenir ces estimations. Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante :

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est une personne neutre, non partisane et indépendante du gouvernement. Le DPB est chargé de fournir au Parlement des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir la transparence et la responsabilité budgétaire.

Le DPB a estimé qu'environ 80 % des ménages recevront davantage en transferts que la taxe carbone qu'ils auront payée.

Si un petit nombre d'entre eux estimait qu'il pouvait être sensé que 80 % des Canadiens reçoivent un montant supérieur à celui qu'ils ont payé étant donné que la plupart des RCC étaient constituées de fonds recueillis auprès des grands émetteurs industriels, très peu d'entre eux ont déclaré que cette information avait modifié l'opinion qu'ils avaient de la tarification du carbone. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des suggestions pour améliorer le système fédéral de tarification du carbone, plusieurs ont réaffirmé la nécessité pour le gouvernement du Canada de fournir une explication plus simple et plus directe de son fonctionnement, de la raison pour laquelle les RCC étaient redistribuées aux Canadiens et des effets concrets de cette initiative dans le cadre des efforts déployés pour réduire les émissions de carbone au Canada dans les années à venir.

Inflation climatique (centres de taille moyenne de l'Alberta, Colombie-Britannique, Prairies)

Les participants de trois groupes ont amorcé de brèves discussions au sujet des concepts que sont l'« inflation climatique » et la « thermoflation ». À la question de savoir s'ils avaient déjà entendu parler du terme « inflation climatique », peu de participants ont répondu par l'affirmative, et un très petit nombre d'entre eux estimaient avoir entendu ce terme sur les médias sociaux à un moment ou à un autre. En discutant de ce à quoi pouvait, à leur avis, renvoyer le terme « inflation climatique », bon nombre de participants estimaient qu'il avait probablement rapport à des initiatives axées sur le climat, notamment la mise en place d'un système de tarification du carbone, qu'ils considéraient comme un facteur ayant contribué à l'augmentation perçue du coût de la vie ces derniers temps. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ce terme pouvait également renvoyer à l'augmentation potentielle des coûts de production et de transport des denrées alimentaires et d'autres produits qui, selon eux, pourrait résulter de catastrophes naturelles et de conditions météorologiques imprévisibles dans les années à venir. Aucun participant n'avait entendu parler du terme « thermoflation ». De l'avis général, le sens de ce terme était sans doute semblable au terme « inflation climatique », mais avec une focalisation plus particulière sur les conséquences du réchauffement planétaire. Quelques participants ont avancé l'hypothèse selon laquelle ce terme avait trait à l'augmentation perçue des prix de l'énergie ces derniers temps et aux coûts supplémentaires que doivent assumer les Canadiens pour chauffer leur domicile au cours des mois d'hiver.

En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

On parle d'inflation climatique lorsque des chaleurs extrêmes occasionnées par le changement climatique font augmenter le prix des aliments et d'autres articles entraînant des taux d'inflation plus élevés. Cela se produit lorsque des récoltes sont endommagées par la chaleur, ce qui fait augmenter le prix d'aliments comme la farine.

L'inflation climatique est un terme générique englobant les divers cas dans lesquels le changement climatique peut entraîner une hausse des prix, y compris, mais sans s'y limiter, les chaleurs extrêmes. Elle témoigne de l'impact économique global d'un climat changeant, dont les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des coûts de refroidissement, parmi d'autres effets.

À la question de savoir dans quelle mesure le changement climatique avait, selon eux, une incidence sur le prix des aliments, presque tous les participants des groupes basés en Colombie-Britannique (C.-B.) et dans les Prairies estimaient qu'il avait une incidence considérable. Il était généralement admis qu'en raison de températures estivales plus élevées, du manque de précipitations et des sécheresses et feux de forêt qui en résultent, il était devenu de plus en plus difficile et coûteux pour les agriculteurs de produire des aliments, ce qui avait entraîné une hausse du prix des produits d'épicerie. Plusieurs participants du groupe composé de personnes résidant dans des centres de taille moyenne de l'Alberta estimaient toutefois que les répercussions du changement climatique sur le prix des denrées alimentaires avaient été relativement mineures. Ces participants estimaient en outre que des initiatives

fédérales comme la tarification du carbone avaient contribué dans une bien plus large mesure à l'augmentation du prix des produits alimentaires que le changement climatique.

Tous les participants des groupes basés en Colombie-Britannique et dans les Prairies considéraient l'inflation climatique et la thermoflation comme constituant des préoccupations croissantes, et plusieurs d'entre eux estimaient que le changement climatique représentait un défi majeur pour les Canadiens, tant à l'heure actuelle que pour l'avenir. On estimait que si ce problème continuait à s'amplifier, les agriculteurs auraient de plus en plus de mal à produire suffisamment d'aliments nutritifs pour répondre aux besoins alimentaires de tous les Canadiens. Tout en estimant préoccupante l'augmentation du coût des denrées alimentaires, un certain nombre de participants de l'Alberta ne l'estimaient pas directement liée à l'inflation climatique ou à la thermoflation. Parmi ces participants, on était d'avis qu'au lieu d'introduire des mesures supplémentaires pour réduire les émissions, le gouvernement fédéral pourrait apporter un meilleur soutien aux agriculteurs et s'attaquer aux coûts élevés des produits d'épicerie en supprimant des initiatives comme la tarification fédérale du carbone et d'autres réglementations axées sur le climat, comme les quotas imposés aux agriculteurs concernant l'utilisation d'engrais.

Vol de véhicules (Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto)

Les participants du groupe composé de Canadiens de la classe moyenne résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont entamé une discussion portant sur le vol de véhicules. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos de mesures prises par le gouvernement du Canada pour remédier à ce problème, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. La totalité des participants considérait que le vol de voitures était devenu une préoccupation croissante au sein de leur collectivité et que le gouvernement fédéral devait y accorder une plus grande priorité et un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir été personnellement touchés par ce problème. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada s'attaque au vol de véhicules afin de rendre plus difficile le vol de véhicules et leur exportation, notamment :

- *En ayant l'intention de modifier le Code pénal, y compris
 - *en y ajoutant de nouvelles infractions pénales liées au vol de véhicules impliquant notamment :*
 - *Le recours à la violence ou des liens avec le crime organisé;*
 - *La possession ou la distribution d'un appareil électronique ou numérique dans le but de commettre un vol de véhicules;*
 - *Le blanchiment de produits de la criminalité au profit d'une organisation criminelle;**



- *Un nouveau facteur aggravant lors de la détermination de la peine si un délinquant a impliqué un jeune pour commettre une infraction au Code criminel;*
- *En ayant l'intention de modifier la Loi sur la radiocommunication pour réglementer la vente, la possession, la distribution et l'importation d'appareils utilisés pour le vol de véhicules. Cela confèrera aux organismes d'application de la loi les pouvoirs qui l'habiliteront à retirer du marché canadien les appareils dont on a raison de croire qu'ils servent au vol de véhicules.*
- *En renforçant les capacités de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter et à contrôler les conteneurs renfermant des véhicules volés ainsi qu'en mettant à l'essai des technologies susceptibles de faciliter le travail des agents des services frontaliers.*
- *En allouant 15 millions de dollars aux corps policiers provinciaux, territoriaux et municipaux pour réprimer le crime organisé international.*

Tous les participants ont favorablement accueilli cette information et nombre d'entre eux se sont dit très favorables à l'ajout de nouvelles infractions criminelles au *Code pénal*. Plusieurs d'entre eux prévoyaient que l'initiative visant à accroître la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter et à fouiller les conteneurs soupçonnés de contenir des véhicules volés s'avèrerait également particulièrement efficace pour lutter contre le vol de véhicules.

Lorsqu'on leur a demandé si ces mesures auraient un impact majeur, mineur ou nul, la plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles aient un impact majeur et estimaient que le gouvernement du Canada ferait bien de se concentrer sur ces initiatives. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que ces mesures n'auraient qu'un impact mineur, certains étaient d'avis que les fabricants devaient également prendre des mesures pour qu'il soit d'emblée plus difficile de voler ces véhicules. À cet égard, il a été suggéré que le gouvernement fédéral envisage d'introduire des règlements obligeant les constructeurs automobiles à rendre les véhicules qu'ils produisent plus sécuritaires à l'avenir.

Véhicules électriques (Ontario)

Un groupe de participants a pris part à une brève discussion portant sur les véhicules électriques (VE). À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu des nouvelles d'actualité ayant trait au gouvernement du Canada et aux VE, plusieurs ont rappelé son engagement à exiger que tous les nouveaux véhicules vendus au Canada soient des véhicules zéro émission (VZE) d'ici 2035, ainsi que ses récents investissements (en partenariat avec des entreprises comme Honda) visant à financer la fabrication de VE et de batteries de VE en Ontario.

Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les gouvernements fédéral et ontarien ont récemment annoncé que Honda Canada investira 15 milliards de dollars dans le secteur des véhicules électriques en Ontario pour y construire quatre nouvelles usines de fabrication. Ces usines comprendront une nouvelle usine d'assemblage de véhicules électriques et une



usine de fabrication de batteries. La nouvelle usine d'assemblage produira jusqu'à 240 000 véhicules par année. On estime que cet investissement créera directement et indirectement des milliers d'emplois dans plusieurs secteurs, notamment dans ceux de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'industrie des fournisseurs de pièces automobiles, ainsi que de la recherche et du développement.

Plusieurs ont réagi positivement à cette annonce, estimant que ces investissements conduiraient à la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés dans la province et qu'ils seraient bénéfiques pour l'environnement en ceci qu'ils permettraient de produire davantage de véhicules zéro émission. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé des préoccupations concernant cette approche. Ces participants estimaient que la production de VE pouvait être très coûteuse et que pour les Canadiens à faible et moyen revenu, le prix de bon nombre de ces véhicules était actuellement inabordable. Certains participants disaient également croire que l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries de VE posait des problèmes environnementaux et qu'il était difficile de les éliminer à la fin de leur durée de vie. On estimait qu'à moins que ces problèmes ne soient résolus, il serait difficile de promouvoir une transition totale vers les VE au cours de la prochaine décennie.

En discutant des éventuels impacts que pourraient avoir sur leur collectivité des initiatives liées aux VE comme celles-ci, quelques participants se sont dit préoccupés par d'éventuelles pertes d'emplois et se demandaient si les emplois que générerait cette initiative suffiraient à compenser la perte potentielle d'emplois parmi les personnes travaillant actuellement à la fabrication d'automobiles alimentées à l'essence. Un certain nombre d'entre eux ont également exprimé des doutes quant à la capacité du réseau électrique de leur région à faire face à l'augmentation substantielle de la demande qui, selon eux, accompagnerait une transition à grande échelle des Canadiens vers l'utilisation de VE.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement anglais

**Privy Council Office
Recruiting Script – April 2024
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Thurs, April 4 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Mid-Size Centres Alberta	General Population	TBW
3	Wed, April 10 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	British Columbia	General Population	TBW
4	Thurs, April 11 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT) 6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Prairies	General Population	TBW
5	Tues, April 16 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Major Centres British Columbia	Generation Z, Age 18-27	TBW
7	Thurs, April 18 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	Canadians Aged 65+	MP
9	Wed, April 24 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	Greater Toronto Area	Middle Class Canadians	DN
10	Thurs, April 25 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	General Population	DN
11	Mon, April 29 th	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 (CDT)	Winnipeg	Young Women, Ages 18-34	TBW
12	Tues, April 30 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	Ontario	General Population	DN



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding, or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television

THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Mid-Size Centres Alberta	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Mid-Size Centres: Population of 50,000 – 99,999</p> <p>Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Medicine Hat, Grande Prairie, Fort McMurray, St. Albert</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES IN ALBERTA.</p>	CONTINUE – GROUP 1
British Columbia	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Vancouver, Kamloops, Chilliwack, City of Victoria, Maple Ridge, New Westminister, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminister, Port Moody</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Prairies	<p>Cities and regions include (but are not limited to):</p> <p><u>Manitoba:</u> Brandon, Winnipeg, Steinbach, Portage La Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, Gimli</p> <p><u>Saskatchewan:</u> Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster, Saskatoon, Regina, Swift Current, Yorkton, North Battleford, La Ronge, Humboldt, Meadow Lake</p> <p><u>Alberta:</u> Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie</p> <p>ENSURE A MIX OF PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 4

<p>Major Centres British Columbia</p>	<p>Cities include:</p> <p>Major Centres: Population of >100,000</p> <p>Vancouver, Surrey, Richmond, Victoria, Coquitlam, Delta, Kelowna, Abbotsford, White Rock, Burnaby</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR ACROSS THE REGION.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 5</p>
<p>Atlantic Canada</p>	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p><u>Nova Scotia</u>: Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro</p> <p><u>New Brunswick</u>: Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John</p> <p><u>Newfoundland & Labrador</u>: St. John’s, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl</p> <p><u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Charlottetown Region</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 7</p>
<p>Greater Toronto Area</p>	<p>Cities include:</p> <p>City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King)</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 9</p>
<p>Atlantic Canada</p>	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p><u>Nova Scotia</u>: Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro</p> <p><u>New Brunswick</u>: Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John</p>	<p>CONTINUE – GROUP 10</p>

	<p><u>Newfoundland & Labrador</u>: St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl</p> <p><u>Prince Edward Island</u>: Charlottetown, Charlottetown Region</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.</p>	
Winnipeg	<p>Cities include:</p> <p>Winnipeg</p> <p>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN ABOVE NOTED CITY PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Ontario	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p>Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor</p> <p>Major Centres: Population of 300,000+</p> <p>Cities include Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton</p> <p>Small Centres: Population of <30,000</p> <p>Centres could include (but are not limited to): Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Smiths Falls, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR/MID-SIZE/SMALL CENTRES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 12
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-34	IF 18-27 CONTINUE – GROUP 5 IF 18-34 CONTINUE – GROUP 11
35-43	CONTINUE
44-49	
50-54	
55-64	
65+	IF 65+ CONTINUE – GROUP 7
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 5 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-27. GROUP 11 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-34. GROUP 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 65+.

4. **ASK ONLY IF GROUP 9** Thinking about your household's financial circumstances and outlook, would you consider yourself to be a member of Canada's middle class, or not?

Not middle class	THANK AND END
Member of the middle class	CONTINUE TO Q3a.

4a. **ASK ONLY IF GROUP 9** How many family members rely on you for financial support? In other words, how many dependents do you have?

0
1
2-3
4 or more

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF DEPENDENTS. NOTE: LARGER FAMILIES/INDIVIDUALS WITH A LARGER NUMBER OF DEPENDENTS MAY SKEW TO HIGHER INCOMES.

5. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2023? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	IF GROUP 9 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	CONTINUE – GROUP 9
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	GROUP 9 IF Q4A = 0 OR 1, THANK AND END GROUP 9 IF Q4A = 2 OR MORE, CONTINUE ALL OTHER GROUPS CONTINUE
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	IF GROUP 9 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

GROUP 9 – CONTINUE ONLY IF INCOME = \$60,000-\$100,000, OR AS DIRECTED ABOVE CONSIDERING DEPENDENTS. (NOTE: MIDDLE CLASS USUALLY DEFINED AS PEOPLE WHO ARE NEITHER IN THE TOP 20% OR BOTTOM 20% OF INCOME EARNERS AND/OR WHO EARN BETWEEN 75%-200% OF MEDIAN HOUSEHOLD INCOME AFTER TAX WHICH COULD BE APPROX. \$45,000-\$120,000.
ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

6. **ASK IF ONLY **GROUP 11**** How would you identify your gender?

Female	CONTINUE
Male	THANK AND END
Other	

GROUP 11 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE WHO SAY “FEMALE”.

7. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.



7a. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

- | | |
|------------------------------|-----------------|
| Condo | CONTINUE |
| Apartment | CONTINUE |
| Single family home | CONTINUE |
| Townhome | CONTINUE |
| Other, please specify: _____ | CONTINUE |
- ENSURE A GOOD MIX.**

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

- | | |
|-----|--|
| Yes | CONTINUE |
| No | EXPLAIN THE FOLLOWING “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.” |

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

- | | |
|-----|----------------------|
| 1-2 | THANK AND END |
| 3-5 | CONTINUE |

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

- | |
|---|
| Participant has high-speed access to the Internet |
| Participant has a computer/webcam |

11. ASK ALL GROUPS Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

- | | |
|-----|-----------------|
| Yes | CONTINUE |
| No | CONTINUE |

12. ASK ALL GROUPS How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

- | | |
|-----|----------------------|
| 1-2 | THANK AND END |
| 3-5 | CONTINUE |

13. ASK ALL GROUPS During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?



TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.18**

15. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

16. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

17. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

18. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.



19. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Automotive
- Construction
- Educational Services
- Finance & Insurance
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

20. ASK ALL GROUPS Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.



21. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION ON NEXT PAGE**

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – mars 2024
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	9 avril	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Québec	Population générale	MP
6	17 avril	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Région de l'Outaouais	Millénariaux, âgés de 28 à 43	MP
8	23 avril	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Grands centres du Québec	Acheteurs d'une première maison potentiels	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**



Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) :</p> <p>Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</p>	CONTINUER – GROUPE 3
Région de l’Outaouais	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Gatineau, Les Collines-de-l’Outaouais : Val-des-Monts, Cantley, Le Pêche, Chelsea, Pontiac, L’Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</p>	CONTINUER – GROUPE 6
Grands centres du Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grands centres : Population 100 000+</p> <p><u>Les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 8
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 27 ans	CONTINUER
28 à 43 ans	CONTINUER – GROUPE 6
43 à 54 ans	CONTINUER
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 8** Êtes-vous actuellement propriétaire d'un logement, ou l'avez-vous déjà été?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

- 6a. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 8** Est-ce que vous envisagez d'acheter un logement au cours des cinq prochaines années?

Oui **CONTINUER**

Pas sûr/peut-être **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

RECRUTER PLUS DE RÉPONDANTS QUI DISENT « OUI ». PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS QUI DISENT « PAS SÛR/PEUT-ÊTRE ».

7. **DEMANDER À TOUS SAUF GROUPE 8** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale? **ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN** : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez préciser :	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

- 7a. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo **CONTINUER**
 Appartement **CONTINUER**
 Maison unifamiliale **CONTINUER**
 Maison en rangée **CONTINUER**
 Autre, veuillez préciser : _____ **CONTINUER**

ASSURER UN BON MÉLANGE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web



11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.



21. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	TOUS LES GROUPES - CONTINUER
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui **CONTINUER À L'INVITATION**

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE APRIL 2024

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (25-35 minutes) Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - What do you think about what you saw, read, or heard?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to any recent pre-budget announcements the Government of Canada has made?
 - Were you aware that the Government of Canada is releasing its budget this month?

Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies In the lead-up to Budget 2024, the Government of Canada has announced a few initiatives that will be included. We'll be going over some of these announcements with you today.

Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies *NOTE TO MODERATOR: For each initiative below, simply ask if they've heard of it, then provide description, then move on to the next. Once all descriptions have been provided, open up for any comments.*

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** First, by a show of hands, I just want to get a general sense of whether you have heard anything about a proposed new Canadian Renter's Bill of Rights? (SHOW OF HANDS)

CLARIFY

The Government of Canada has proposed creating a new Canadian Renters' Bill of Rights which will be developed and implemented in partnership with provinces and territories. This Bill of Rights would require landlords to disclose a clear history of apartment pricing so renters can bargain fairly. The federal government also plans to crack down on renovictions, create a nationwide standard lease agreement, and give renters more agency.

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Have you heard anything about the Government of Canada proposing a measure to encourage the inclusion of rent payments in a tenant's credit score? (SHOW OF HANDS)

CLARIFY

The Government of Canada has proposed creating a measure to make sure renters get credit for on-time rent payments. The federal government plans to amend the Canadian Mortgage Charter and call on landlords, banks, and other stakeholders to make sure that rental history is taken into account in a tenant's credit score.

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Have you heard anything about the Government of Canada topping up the Housing Accelerator Fund? (SHOW OF HANDS)

CLARIFY

The Housing Accelerator Fund is a \$4 billion initiative that is helping increase the housing supply by encouraging building more homes, faster. The Government of Canada is planning to top up this fund with an additional \$400 million to encourage municipalities to incentivize building by doing things such as removing prohibitive zoning barriers.

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Have you heard anything about a proposed National School Food Program? (SHOW OF HANDS)

CLARIFY

The Government of Canada has proposed creating a new National School Food Program. The Program will launch with a target of providing meals to 400,000 more kids every year, beyond those served by existing school food programs.

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Have you heard anything about new proposed Government of Canada initiatives related to child care? (SHOW OF HANDS)

CLARIFY

The Government of Canada has proposed new measures to build more affordable child care spaces. It plans to launch a new Child Care Expansion Loan Program so that child care providers will be able to build new spaces and renovate their existing child care centres. The federal government is also planning to offer student loan forgiveness for rural and remote early childhood educators to encourage educators to work in smaller communities. Additionally, the federal government is planning to invest in training more early childhood educators.

- **British Columbia, Prairies** Have you heard anything about the Government of Canada investing in defence spending? (SHOW OF HANDS)

CLARIFY

The Government of Canada is planning to invest an additional \$8.1 billion over five years and \$73 billion over 20 years in defence spending. These investments are to ensure the CAF has the tools and capacity they need to defend Canada and protect North America, including Canada's sovereignty in the Arctic and Northern regions.

- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Overall, what are your reactions to these measures?
- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Which, if any, do you think will have the greatest impact? Why do you feel this way?
- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Does anyone have any other comments or questions about any of these proposed measures?
 - IF YES: What are they?
- **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies** Is there anything on this list the Government of Canada should not be doing? Why do you feel this way?

HEATFLATION (10 minutes) **Mid-Size Centres Alberta, British Columbia, Prairies**

- Have you heard the term 'heatflation' before?
 - What do you think it means?
- What about 'climateflation'?
 - What do you think it means?

SHOW ON SCREEN

Heatflation is when extreme heat, caused by climate change, makes food and other items more expensive, leading to higher inflation rates. This happens when heat damages crops, making things like flour cost more.

Climateflation is a broader term that encompasses all of the ways climate change causes prices to go up, including but not limited to extreme heat. It reflects the overall economic impact of a changing climate, including supply chain disruptions and increased costs for cooling, among many other things.

- How much of an impact, if at all, does climate change have on the cost of food?

- How much of an issue, if at all, are heatflation and climateflation?

CARBON PRICING (25-35 minutes) Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada

Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada Now I'd like to focus on carbon pollution more specifically...

- Mid-Size Centres Alberta What, if anything, have you seen, read, or heard about carbon pollution pricing in Canada?
- Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada As far as you know, is there a price on carbon pollution in [Alberta/your province] today? Atlantic Canada (SHOW OF HANDS FOR THOSE WHO THINK THERE IS)
- Mid-Size Centres Alberta, Prairies What, if anything, have you seen, read, or heard about the Canada Carbon Rebate?
 - Mid-Size Centres Alberta Whether you've heard of it or not, what does it mean to you?

SHOW ON SCREEN Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada

The federal pollution pricing creates a financial incentive for people and businesses to pollute less.

The Canada Carbon Rebate (CCR) is a tax-free amount to help eligible individuals and families offset the cost of the federal pollution pricing.

Mid-Size Centres Alberta, Prairies This year, a family of 4 in Alberta can expect to receive \$1,800. Residents of small and rural communities receive an extra 10% top-up beyond the base rebate amount. Starting April 2024, the Government is planning to double the rural top-up to 20%, because of the increased energy needs of rural residents and their reduced access to transportation options.

Atlantic Canada Using Newfoundland as an example, a family of 4 can expect to receive roughly \$1,200. Residents of small and rural communities receive an extra 10% top-up beyond the base rebate amount. Starting April 2024, the Government is planning to double the rural top-up to 20%, because of the increased energy needs of rural residents and their reduced access to transportation options.

MODERATOR INFO IF NEEDED: Prairies

ANNUAL AMOUNTS FOR A FAMILY OF 4 PER PROVINCE:

AB: \$1,800

SK: \$1,504

MB: \$1,200

MODERATOR INFO IF NEEDED: Atlantic Canada

ANNUAL AMOUNTS FOR A FAMILY OF 4 PER PROVINCE:

NL: \$1,192

NB: \$760

NS: \$824

PEI: \$880

- **Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada** What are your reactions to this information?
 - Does it seem fair? Does it seem affordable?
- **Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada** Based on what you know about the price on carbon pollution and the rebate, do you support or oppose the Government of Canada's carbon pricing system? What makes you say that?
- **Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada** To the best of your knowledge, have you or someone else in your household received this rebate?
 - IF YES: Do you think you get back more than you pay in carbon pricing? What makes you say that?
- **Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada** The Department of Finance Canada has calculated that the average household in [Alberta will receive \$723/Newfoundland will receive \$303] more than it pays this year. Does this affect your perspective at all?
 - IF SKEPTICAL OF CALCULATION: What makes you question this calculation? What kind of information would you need to see for you to feel that this estimate is accurate?

MODERATOR INFO IF NEEDED: Prairies

AVERAGE HOUSEHOLD NET BENEFIT PER PROVINCE:

AB: \$723

SK: \$349

MB: \$365

MODERATOR INFO IF NEEDED: Atlantic Canada

AVERAGE HOUSEHOLD NET BENEFIT PER PROVINCE:

NL: \$303

NB: \$183

NS: \$157

PEI: \$173

Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada The Parliamentary Budget Officer (PBO) is a neutral, non-partisan individual independent of government. The PBO is responsible for providing economic and financial analysis to Parliament for the purposes of raising the quality of parliamentary debate and promoting greater budget transparency and accountability.

- **Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada** The PBO has estimated that around 80% of Canadian families will receive more than they pay in carbon pricing. Does this affect your perspective at all?
 - IF SKEPTICAL OF CALCULATION: What makes you question this calculation? What kind of information would you need to see for you to feel that this estimate is accurate?
- **Mid-Size Centres Alberta, Prairies, Atlantic Canada** Do you have any suggestions to improve the federal pricing system?
 - **Mid-Size Centres Alberta, Prairies** IF THEY SAY REMOVE IT: What would you do instead, if anything, to reduce Canada's greenhouse gas emissions?

TAXATION (35 minutes) **Mid-Size Centres Alberta, Quebec, British Columbia, Prairies**

Moving on to another topic ...

- In your opinion, how much money do you have to make to be considered wealthy?
- Other than income, how do you define wealth?
 - IF NOT MENTIONED: What about owning valuable assets?
 - In your opinion, what kind of valuable assets do wealthy people tend to own?
- Do you feel that wealthy Canadians pay their fair share in taxes? Why do you feel this way?
- How would you feel if the Government of Canada created a wealth tax to be paid annually by the wealthiest Canadians?
 - How would you feel if this tax applied specifically to the top 1% of income-earners in Canada? Would this be fair? Why or why not?
- What are some of the benefits or costs associated with a wealth tax?
- Would you support the creation of a wealth tax? Why or why not?
- Are there any alternatives to a wealth tax?
 - IF YES: What are they?

- I'd like to get a quick show of hands. Who here has heard about "capital gains" before today?
 - IF HEARD: What are capital gains?
 - IF NOT HEARD: What do you think capital gains might be?

CLARIFY

Capital gains are the profits people make when they sell valuable assets they own for more money than they originally paid for them. Capital gains can be made from valuable assets like real estate, stocks and bonds, mutual funds, precious metals, art and collectibles, cryptocurrencies, vehicles, personal property, and more.

For example, if you purchased \$100 worth of stock and then sold those shares for \$150 two years later, you would have a capital gain of \$50.

- Who here has ever made capital gains or knows someone who has made capital gains?
- When you think about individuals who earn money through capital gains, what types of people come to mind, if any?

In Canada, capital gains are subject to taxation. When someone sells a valuable asset for more than its original cost, they'll owe taxes on the capital gain.

- Do you think capital gains should be taxed? Why or why not?
- What impacts, if any, might a capital gains tax have?
- If you could decide a rate, what rate(s) between 0% to 100% would you set the capital gains tax at? For example, let's say someone had a capital gain of \$50,000. What portion of that should be taxed – all of it (i.e. a rate of 100%), none of it (0%), or somewhere in between?
 - IF SOMEWHERE IN BETWEEN: What rate? Please explain your reasoning.
 - Who would benefit most from a lower capital gains tax?
 - Who would benefit most from a higher capital gains tax?
- How, if at all, would changes in capital gains taxes affect you personally or people you know?
- Do you think it's more or less fair to tax capital gains from certain types of assets over others?
 - IF YES: Which assets? Why do you feel this way?
 - IF NOT MENTIONED: What about capital gains on real estate? How do you feel about capital gains taxes applying to real estate? Do you have any concerns?
 - IF YES: What are these concerns?

Canada has something called “The Principal Residence Exemption” which lets Canadians avoid paying capital gains tax on the sale of their primary home. This means capital gains taxes only apply when people own multiple real estate properties and sell the ones they don’t live in.

- Does this seem fair? Why or why not?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (10-15 minutes) Quebec, Winnipeg Young Women

- **Quebec, Winnipeg Young Women** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - **Winnipeg Young Women** PROBE: What about issues facing young women in Canada specifically?
- **Quebec** What does the Government of Canada do well?
- **Quebec** What does the Government of Canada need to improve on?
- **Winnipeg Young Women** Thinking about issues impacting young women, what positive steps, if any, has the Government of Canada taken to address these issues effectively?
- **Winnipeg Young Women** What does the Government of Canada need to improve on in this regard?

CLIMATE CHANGE IMPACTS (25 minutes) Quebec, British Columbia

- **Quebec, British Columbia** How concerned are you, if at all, about the potential impacts of climate change? Why do you feel this way?
- **Quebec, British Columbia** What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
 - Does climate change have any impacts on things like wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires?
 - IF YES: As far as you know, what impacts does it have?
 - IF NO: Why do you feel this way?

- IF NOT MENTIONED: Has climate change played a role in increasing the frequency and severity of extreme weather events in Canada, such as floods and wildfires?
 - IF YES: How?
 - IF NO: Why do you feel this way?
- **Quebec, British Columbia** What impact is climate change having [on the economy or on the cost of living/on Canadians' health], if any?
- **Quebec** What about on Canadians' health?
- **Quebec, British Columbia** Have you seen any of these impacts of climate change in your daily life or in your community?
 - IF YES: What have you seen?
- **Quebec, British Columbia** Over the next few decades, do you expect your community to be any more at risk of climate change?
- **Quebec, British Columbia** Have you heard of anything the federal government is doing to prepare for the impacts of climate change? What would you want them to do?
 - AS NEEDED: What about the Government of Canada's response to natural disasters more broadly – have you seen, read, or heard anything about what the federal government has done?
 - Do you think the federal government is on the right or wrong track when it comes to responding to natural disasters?

ECONOMY (10 minutes) Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners

To begin, I'd like to talk about Canada's economy...

- To start, I would like you to think of a word you would use to describe how you feel about the Canadian economy these days. It could be a positive or negative or neutral word.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?

- What specific economic issue are you most concerned about in terms of how it affects you personally?
- Do you think the Canadian economy will get better, get worse or stay about the same in the coming year? What makes you say that?
- What about for you personally – do you think you will do better, worse, or no different financially in the coming year? What makes you say that?

BUDGET – FIRST REACTIONS (10-15 minutes) Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Ontario

- Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario Have you heard anything about the economy in the last few days from the news or federal government announcements?
 - What about the federal budget? Have you heard anything about that? (SHOW OF HANDS)
- Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario Did any of you watch the budget speech by the Minister of Finance or have you seen any clips of it on the news or social media? (SHOW OF HANDS)

Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women I'd like to discuss the federal budget...

Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario

CLARIFY Every year the federal government announces a budget for the coming year. This is where the government describes what it will invest in and any plans it has for new programs. The government will also make projections on things like the deficit and where the economy is headed. This year's federal budget was announced [today/yesterday/on April 16th].

Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario (MODERATOR: *If they haven't heard anything about the budget, it's fine if they can't comment*)



- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Winnipeg Young Women, Ontario** What comes to mind about this year's federal budget? It could be your overall reaction to the budget, or it could be a specific measure you remember from the budget.
 - What makes you say that?
- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** Was your overall reaction to the budget positive or negative?
 - Why do you say that?
- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** Were there any specific things in the budget that you heard about and liked?
- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** What, if anything, was the main "story" or "theme" from this year's budget?
 - Was it similar to budgets from past years or did this budget have a different theme? How so?
- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** Was there anything you would have liked to have seen in the budget that was not there?
- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** Was there anything in the budget that could have an impact on your personal or household financial situation – for better or worse? What was it?

BUDGET – SPECIFIC MEASURES (40 minutes) **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario**

There were many specific measures in the budget, and I want to go over some of the highlights to get your reactions, even if this is the first time you're hearing about them.

I'm going to show you a list of measures that were announced in the budget to get your reactions. Note that this is not an exhaustive list of everything in the budget.

SHOW ON SCREEN

- Stabilizing the cost of groceries by monitoring the big grocers, increasing competition and tackling shrinkflation
 - Creating a National School Food Program to provide meals to 400,000 more kids every year
 - Cracking down on junk fees and making things like internet and cell phone plans cheaper
 - Launching a national pharmacare plan, beginning with universal coverage for birth control and diabetes medication and devices
 - Implementing healthcare agreements with every province and territory to improve access to primary care and reduce wait times
 - Implementing action on Foreign Health Care Credential Recognition to help more healthcare workers practice in Canada
 - Ensuring the wealthiest Canadians pay their fair share by asking the top 0.1% of Canadians to pay a little bit more
 - [Major Centres BC Generation Z Meeting the government's fiscal targets by spending responsibly]
- **POLL:** Now I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on Canadians. You can select up to 2. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.
- Stabilizing the cost of groceries
 - Creating a National School Food Program
 - Cracking down on junk fees and making things like internet and cell phone plans cheaper
 - Launching a national pharmacare plan
 - Implementing healthcare agreements with every province and territory
 - Implementing action on Foreign Health Care Credential Recognition
 - [Ensuring the wealthiest Canadians pay their fair share/ Asking the wealthiest 0.1% of Canadians to pay a bit more in taxes]
 - [Major Centres BC Generation Z Meeting the government's fiscal targets by spending responsibly]
- MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS: Why did you select this measure?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

Major Centres BC Generation Z The federal government proposes to ask the wealthiest top 0.1% of Canadians to pay a bit more. The government says that this is in the spirit of generational fairness so

that investments can be made in building more housing, making life cost less and creating jobs and growth.

Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario Now, I want to talk a little bit more about government's proposal to ask the wealthiest Canadians to pay their fair share. For this, I'm going to read out a quote from the Budget speech in the House of Commons:

Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario *"In Canada and around the world, the 21st century winner-takes-all economy is making those at the very top richer, while too many middle-class Canadians are struggling just to avoid falling behind. Today, our tax system doesn't do that. Today it is possible for a carpenter or a nurse to pay tax at a higher marginal rate than a multi-millionaire. That isn't fair. That must change. And it will. Our government is raising the inclusion rate to two-thirds on annual capital gains above \$250,000 for individuals. This new revenue will help make life cost less for millions of Canadians, particularly Millennials and Gen Z. It will help fund our efforts to turbocharge the building of more homes. It will support investments in growth and productivity that will pay dividends for years to come."*

- Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadian, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario Do you support or oppose [this approach/the approach outlined here]? Why or why not?
 - Do you have any concerns about tax evasion?
 - Can you think of any other preferred uses for the revenues raised?
- Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario Do you think any of these measures would help ensure [your generation/younger Canadians] gets ahead?

Outaouais Millennials, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario The federal government also says this budget meets its objectives in terms of managing the deficit and spending responsibly, including lowering the debt-to-GDP ratio and keeping it on a declining track.

- **Outaouais Millennials, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** Compared to the measures we've already discussed, how important is this objective, if at all?
- **Outaouais Millennials, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Ontario** Does it have an impact on you, personally? Why or why not?

Winnipeg Young Women Now, I want to talk a little bit more about legislation the Government of Canada recently introduced related to medications.

SHOW ON SCREEN Winnipeg Young Women

Bill C-64, the Pharmacare Act, proposes the foundational principles for the first phase of national universal pharmacare in Canada and describes the federal government's intent to work with provinces and territories to provide universal, single-payer coverage for a number of contraception and diabetes medications.

This first phase will ensure the effective roll-out of pharmacare, while providing immediate support for health care needs of women, as well as people with diabetes.

- **Winnipeg Young Women** What are your reactions to this? Is this something the Government of Canada should be doing? Why or why not?
 - AS NEEDED: What are your reactions to the Government of Canada's decision to begin its first phase of pharmacare with coverage of contraception medications?
 - What impacts, if any, do you think coverage for contraception medications will have for young women? Will this impact you or anyone you know? Who will benefit most from this?
- **Winnipeg Young Women** Do you have any questions or concerns with the Government of Canada covering contraception medications?

HOUSING (40 minutes) **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario**

- Prior to today, has anyone heard of any steps the Government of Canada is taking to try to deal with housing affordability and availability?
 - IF YES: What have you heard?

In addition to what we have already discussed, the Government of Canada introduced a plan to address the housing crisis as part of the budget. The plan lays out a strategy to unlock 3.87 million new homes by 2031. The federal government's housing plan has three parts. We will go through each part and get your reaction to a few of the specific measures included.

Here is the first part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing in the budget as part of its strategy to help build more homes.

SHOW ON SCREEN

- Signing 179 Housing Accelerator Fund agreements to date to cut red tape, fast tracking an estimated total of over 750,000 housing units over the next decade
 - Using federal lands, such as those used by Canada Post, the Department of National Defense, and federal government office buildings, to build more homes faster
 - Helping to get more rental homes built by investing more than \$15 billion through the Apartment Construction Loan Program, which helps builders get the capital they need for new projects
 - Changing how homes in Canada are built by investing in technology like prefabricated housing factories and pre-approved home design catalogues
 - Streamlining foreign credential recognition in the construction sector and helping skilled trades workers get more homes built
- What do you think of these measures?
 - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
 - What about the affordability of homes?

Here is the second part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to make it easier to own or rent your home.

SHOW ON SCREEN

- Cracking down on illegal short-term rentals (e.g. Airbnb)
- Calling on fintech companies, credit bureaus, and lenders to build the ecosystem that will give renters the option to include their rental payment history in their credit scores, helping renters qualify for a mortgage and better rates
- Creating a Canadian Renters' Bill of Rights to protect renters and provide a clear history of apartment pricing so renters can bargain fairly, crack down on renovictions, and create a nationwide standard lease agreement
- Allowing 30-year mortgages for first-time homebuyers purchasing new builds

- Extending the ban on foreign homebuyers by two years
- [Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada, Winnipeg Young Women, Ontario Restricting the purchase and acquisition of existing single-family homes by very large, corporate investors. The government will consult on how to go about this in the coming months]
- What do you think of these measures?
 - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
 - What about the affordability of homes?
 - Will they make it easier to own a home?

And here is the third part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to help those who struggle most with the cost of housing.

SHOW ON SCREEN

- Investing \$1 billion in the Affordable Housing Fund to support non-profit, co-operative, and public housing providers and respond to the needs of those most impacted by the housing crisis
- Creating a Rental Protection Fund to help affordable housing providers buy units and preserve rents at a stable level instead of being turned into luxury condos
- Increasing funding to support organizations that prevent and reduce homelessness
- What do you think of these measures?
 - What impact, if any, will they have on helping those who struggle to afford housing find a place to call home?
- [Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada] Now that you have seen this list of highlights from the budget, I'd like you to think of a word that describes your overall reaction to the budget. That is, think of a word you would use to describe the budget overall.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?

[Winnipeg Young Women, Ontario] Now, thinking about all of the measures we have discussed today

...

Winnipeg Young Women, Ontario [MODERATOR TO REMIND PARTICIPANTS AS NEEDED THAT THE FOLLOWING QUESTIONS PERTAIN TO ALL BUDGET MEASURES DISCUSSED INCLUDING HOUSING, NATIONAL PHARMACARE PLAN, STABILISING THE PRICE OF GROCERIES, ETC.]

- **Winnipeg Young Women, Ontario** I'd like you to think of a word that describes your overall reaction to the budget. That is, think of a word you would use to describe the budget overall.
 - **Winnipeg Young Women, Ontario** MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?
- **Winnipeg Young Women** Do you think any of the measures will help younger Canadians, and help ensure all generations – especially young people – have access to a variety of affordable housing options?
- **Major Centres BC Generation Z, Outaouais Millennials, Atlantic Canada Aged 65+, Major Centres Quebec Prospective First-Time Homeowners, Greater Toronto Area Middle Class Canadians, Atlantic Canada** Now, thinking about all of the measures we have discussed today, do you think any of them will help your generation get ahead, and help ensure all generations – especially young people – have access to a variety of affordable housing options?

AUTOMOBILE THEFT (25 minutes) **Greater Toronto Area Middle Class Canadians**

Now I'd like to move away from housing to another topic...

- Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address auto theft?
 - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this? What do you think about what you heard?

The federal budget announced new measures to crack down on auto theft, in addition to some actions the federal government undertook a couple of months ago.

I'm now going to show you some of these (including actions already underway)...

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada is cracking down on auto theft to make it harder to steal vehicles and to export stolen vehicles by:

- **Intending to amend the Criminal Code**, including:
 - **New criminal offences** related to auto theft involving:
 - The **use of violence** or links to **organized crime**.
 - Possession or distribution of an **electronic or digital device** for the purposes of committing auto theft.
 - **Laundering proceeds of crime** for the benefit of a criminal organization.
 - A new aggravating factor at sentencing **if an offender involved a young person** in committing an offence under the Criminal Code.

- **Intending to amend the Radiocommunication Act** to regulate the sale, possession, distribution, and import of devices used to steal cars. This will **enable law enforcement agencies to remove devices** believed to be used to steal cars from the Canadian marketplace.

- **Strengthening the Canada Border Services Agency's (CBSA) capacity to detect and search containers** with stolen vehicles, and for **testing technologies** that could support the work of border services officers.

- **Allocating \$15 million** to provincial, territorial, and municipal police forces **to address auto theft**, and to strengthen policing to **crack down on international organized crime**.

- What are your initial reactions after seeing this?

- Are there any measures listed that you think are particularly important?

- Are there any measures listed that you do not think should be there? Why do you say that?

- Overall, do you think these actions will have a major, minor or no impact on auto theft in Canada? Why?

- Would you say you support the Government of Canada's plans to combat auto theft, oppose them, or neither? Why?

ELECTRIC VEHICLES (15 minutes) Ontario

- MODERATOR TO ASK IF EVS NOT MENTIONED IN INITIAL NEWS ABOUT THE ECONOMY: Has anyone heard of any news related to the Government of Canada and electric vehicles recently?

SHOW ON SCREEN:

The federal and Ontario governments recently announced that Honda Canada will make a \$15-billion electric vehicle investment in Ontario to build four new manufacturing plants in the province. These plants include a new electric vehicle assembly plant and a battery manufacturing plant. The new assembly plant will produce up to 240,000 vehicles per year. This investment is estimated to directly and indirectly create thousands of new jobs in several sectors including manufacturing, construction, the auto parts supplier industry, and in research and development.

- What are your reactions to this? What do you think the impacts of this investment will be? How do you think this investment will impact Ontario's economy?
 - AS NEEDED: What about when it comes to creating jobs? Do you believe the job creation from Honda's new plants will have a direct or indirect impact on you, someone you know, or your community?
 - IF NO: Do you think this will impact you, someone you know, or your community in any other ways?
 - IF YES: In what ways?
- Do you have any questions or concerns about this investment?

CONCLUSION (5 minutes)

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAÎTRE AVRIL 2024

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (25 à 35 minutes) Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne les récentes annonces prébudgétaires du gouvernement du Canada?
 - Saviez-vous que le gouvernement du Canada publie son budget ce mois-ci?

Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies Dans la phase préparatoire au budget 2024, le gouvernement du Canada a annoncé quelques initiatives qui en feront partie. Nous passerons en revue certaines de ces annonces ensemble aujourd'hui.

Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies *NOTE AU MODÉRATEUR : Pour chacune des initiatives mentionnées ci-dessous, demandez simplement aux participants s'ils en ont entendu parler, puis donnez-en une description et passez à l'initiative suivante. Une fois que toutes les descriptions ont été fournies, vous pouvez inviter les participants à faire part de tout commentaire.*

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Tout d'abord, par vote à main levée, j'aimerais avoir une idée générale de ce que vous avez entendu dire au sujet de la nouvelle charte canadienne des droits des locataires? (À MAIN LEVÉE)

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le gouvernement du Canada a proposé la création d'une nouvelle charte canadienne des droits des locataires qui sera élaborée et mise en œuvre en collaboration avec les provinces et territoires. Cette charte exigerait des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair et détaillé des loyers d'un appartement, afin que les locataires puissent négocier équitablement. Le gouvernement fédéral entend également sévir contre les rénovictions, établir un contrat de location normalisé à l'échelle nationale et donner plus de capacité d'agir aux locataires.

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Avez-vous entendu parler d'une mesure proposée par le gouvernement du Canada visant à faire en sorte que la cote de crédit de tout locataire tienne compte des paiements de loyer effectués? (VOTE À MAIN LEVÉE)

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le gouvernement du Canada a proposé de créer une mesure visant à s'assurer que la cote de crédit d'un locataire tienne compte des paiements de loyer effectués à temps. Le gouvernement du Canada entend modifier la Charte hypothécaire canadienne et demander aux propriétaires, aux banques et autres intervenants de veiller à ce que la cote de crédit d'un locataire tienne compte de ses antécédents locatifs.

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des fonds supplémentaires qu'entend investir le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements? (VOTE À MAIN LEVÉE)

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le Fonds pour accélérer la construction de logements s'inscrit dans le cadre d'une initiative de 4 milliards de dollars qui contribue à augmenter l'offre de logements en encourageant la construction d'un plus grand nombre de logements plus rapidement. Le gouvernement du Canada entend ajouter 400 millions de dollars à ce Fonds afin d'inciter les municipalités à favoriser la construction de logements en supprimant, par exemple, les obstacles prohibitifs en matière de zonage.

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du projet de programme national d'alimentation scolaire? (VOTE À MAIN LEVÉE)

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le gouvernement du Canada a proposé la création d'un nouveau programme national d'alimentation scolaire. Le programme sera lancé avec l'objectif de fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année, en plus des enfants qui bénéficient déjà de programmes d'alimentation scolaire existants.

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des nouvelles initiatives liées à la garde d'enfants proposées par le gouvernement du Canada? (VOTE À MAIN LEVÉE)

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le gouvernement du Canada a proposé de nouvelles mesures pour créer davantage de places à prix abordable en garderie. Ce dernier entend lancer un nouveau programme de prêts pour l'expansion des services de garde afin que les fournisseurs de services de garde puissent créer de nouvelles places et rénover leurs garderies actuelles. Le gouvernement fédéral entend également offrir une exonération du remboursement des prêts d'études aux éducateurs de la petite enfance pour les encourager à travailler au sein de plus petites communautés. Le gouvernement fédéral entend en outre accroître la formation des éducateurs de la petite enfance.

- **Colombie-Britannique, Prairies** Avez-vous entendu parler des investissements du gouvernement canadien dans le domaine de la défense? (À MAIN LEVÉE)

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le gouvernement du Canada entend investir 8,1 milliards de dollars supplémentaires sur cinq ans et 73 milliards de dollars sur 20 ans dans le domaine de la défense. Ces investissements visent à garantir que les FAC disposent des outils et des capacités nécessaires pour défendre le Canada et protéger l'Amérique du Nord, y compris la souveraineté du Canada dans l'Arctique et les régions nordiques.

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Globalement, quelles sont vos réactions à ces mesures?
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Lesquelles de ces mesures, le cas échéant, seront, selon vous, les plus bénéfiques? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Quelqu'un a-t-il d'autres commentaires ou questions concernant l'une ou l'autre des mesures proposées?
 - SI OUI : Lesquels/lesquelles?

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies** Parmi ces éléments, y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

THERMOFLATION (10 minutes) **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Colombie-Britannique, Prairies**

- Avez-vous déjà entendu parler du terme « thermoflation »?
 - Que signifie ce terme à votre avis?
- Et le terme « inflation climatique »?
 - Que signifie-t-il à votre avis?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

On parle d'inflation climatique lorsque des chaleurs extrêmes occasionnées par le changement climatique font augmenter le prix des aliments et d'autres articles entraînant des taux d'inflation plus élevés. Cela se produit lorsque des récoltes sont endommagées par la chaleur, ce qui fait augmenter le prix d'aliments comme la farine.

L'inflation climatique est un terme générique englobant toutes les façons dont le changement climatique peut entraîner une hausse des prix, y compris, mais sans s'y limiter, les chaleurs extrêmes. Elle reflète l'impact économique global d'un climat changeant, y compris les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des coûts de refroidissement, parmi d'autres effets.

- Dans quelle mesure le changement climatique a-t-il un impact, le cas échéant, sur le coût des aliments?
- Dans quelle mesure la thermoflation et l'inflation climatique constituent-elles un problème, le cas échéant?

TARIFICATION DU CARBONE (25 à 35 minutes) **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique**

Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique J'aimerais maintenant aborder plus spécifiquement la question de la pollution par le carbone...

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta** Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification du carbone au Canada?



- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique** À votre connaissance, la pollution par le carbone est-elle tarifée aujourd'hui [en Alberta/dans votre province]? **Canada atlantique** (INVITER LES RÉPONDANTS QUI SONT D'AVIS QU'ELLE L'EST À LEVER LA MAIN)
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta** Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la Remise Canadienne sur le carbone (RCC)?
 - **Centres de taille moyenne de l'Alberta** Que vous en ayez entendu parler ou non, en quoi consiste-t-elle, selon vous?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Centres de taille moyenne de l'Alberta, Canada atlantique

La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à polluer moins.

La Remise canadienne sur le carbone (RCC) est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution.

Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies Le montant que peut s'attendre à recevoir une famille de 4 personnes en Alberta est de 1 800 dollars. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

Canada atlantique En prenant pour exemple Terre-Neuve, une famille de 4 personnes peut s'attendre à recevoir environ 1 200 \$. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

INFORMATION À L'INTENTION DU MODÉRATEUR, AU BESOIN : Prairies

MONTANTS ANNUELS PAR PROVINCE POUR UNE FAMILLE DE 4 PERSONNES :



AB : 1 800 &

SK : 1 504 \$

MB : 1 200 \$

INFORMATION À L'INTENTION DU MODÉRATEUR, AU BESOIN : Canada atlantique

MONTANTS ANNUELS PAR PROVINCE POUR UNE FAMILLE DE 4 PERSONNES :

T.-N. : 1 192 \$

N.-B. : 760 \$

N.-É. : 824 \$

Î.-P.-É. : 880 \$

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique** Quelles sont vos réactions à cette information?
 - Ce système vous semble-t-il juste? Vous semble-t-il abordable?
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique** D'après ce que vous savez sur la tarification de la pollution par le carbone et la remise, êtes-vous pour ou contre le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique** À votre connaissance, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu ce paiement?
 - SI OUI : Pensez-vous que la tarification du carbone vous rapporte plus qu'elle ne vous coûte? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique** Le ministère des Finances du Canada a calculé que le ménage moyen en [Alberta recevra 723 \$/Terre-Neuve recevra 303 \$] de plus que ce qu'il aura payé cette année. Cela change-t-il votre point de vue?
 - EN CAS DE SCEPTICISME QUANT AU CALCUL : Qu'est-ce qui vous fait mettre en doute ce calcul? Quels sont les éléments d'information dont vous auriez besoin pour considérer cette estimation comme étant exacte?

INFORMATION À L'INTENTION DU MODÉRATEUR, AU BESOIN : Prairies

BÉNÉFICE NET D'UN MÉNAGE MOYEN PAR PROVINCE :

AB : 723 \$

SK : 349 \$

MB : 365 \$

INFORMATION À L'INTENTION DU MODÉRATEUR, AU BESOIN : Canada atlantique

BÉNÉFICE NET D'UN MÉNAGE MOYEN PAR PROVINCE :

T.-N. : 303 \$

N.-B. : 183 \$

N.-É. : 157 \$

Î.-P.-É. : 173 \$

Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique Le directeur parlementaire du budget (DPB) est une personne neutre, non partisane et indépendante du gouvernement. Le DPB est chargé de fournir au Parlement des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir la transparence et la responsabilité budgétaire.

- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Canada atlantique** Le DPB a estimé qu'« environ 80 % des ménages recevront plus en transferts que la taxe carbone qu'ils auront payée ». Cela change-t-il dans une quelconque mesure votre point de vue?
 - EN CAS DE SCEPTICISME QUANT AU CALCUL : Qu'est-ce qui vous fait mettre en doute ce calcul? Quels sont les éléments d'information dont vous auriez besoin pour considérer cette estimation comme étant exacte?
- **Centres de taille moyenne de l'Alberta, Prairies, Canada atlantique** Avez-vous des suggestions pour améliorer le système de tarification fédéral?
 - **Mid-Size Centres Alberta, Prairies** S'IL EST MENTIONNÉ DE L'ABOLIR : Que feriez-vous à la place, le cas échéant, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada?

FISCALITÉ (35 minutes) Centres de taille moyenne de l'Alberta, Québec, Colombie-Britannique, Prairies

Passons à un autre sujet...

- À votre avis, combien faut-il gagner pour être considéré riche?
- À part le niveau de revenu, comment définissez-vous la richesse?

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le fait de posséder des biens de valeur?
 - À votre avis, quels sont les biens de valeur que possèdent habituellement les gens fortunés?
- Estimez-vous que les Canadiens fortunés paient leur juste part d'impôts? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Comment réagiriez-vous si le gouvernement du Canada créait un impôt sur la fortune que devraient payer chaque année les Canadiens les plus fortunés?
 - Seriez-vous d'accord pour que cet impôt s'applique spécifiquement au 1 % des personnes touchant les revenus les plus élevés au Canada? S'agirait-il d'une mesure équitable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels sont certains des avantages ou des coûts associés à un impôt sur la fortune?
- Seriez-vous favorable à la création d'un impôt sur la fortune? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Existe-t-il des options de rechange à l'impôt sur la fortune?
 - SI OUI : Lesquelles?
- J'aimerais procéder à un rapide vote à main levée. Qui parmi vous a entendu parler de « gains en capital » avant aujourd'hui?
 - SI ENTENDU : En quoi consistent les gains en capital?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez une idée de ce que pourraient être les gains en capital?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés à partir de biens de valeur comme les biens immeubles, les actions et les obligations, les fonds communs de placement, les métaux précieux, les œuvres d'art et les objets de collection, les cryptomonnaies, les véhicules, les biens personnels, entre autres.

À titre d'exemple, si vous avez acheté pour 100 \$ d'actions et que vous les vendez à 150 \$ deux ans plus tard, vous réalisez un gain en capital de 50 \$.

- Qui parmi vous a déjà réalisé des gains en capital ou connaît quelqu'un qui a réalisé des gains en capital?
- Lorsque vous pensez à des personnes qui gagnent de l'argent en réalisant des gains en capital, quels types de personnes vous viennent à l'esprit, le cas échéant?

Au Canada, les gains en capital sont imposables. Toute personne qui vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût initial doit payer des impôts sur le gain en capital.

- Estimez-vous que les gains en capital devraient être imposables? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels impacts, le cas échéant, un impôt sur les gains en capital pourrait-il avoir?
- Si vous pouviez décider d'un taux, à quel taux compris entre 0 et 100 % fixeriez-vous l'impôt sur les gains en capital? À titre d'exemple, imaginons que quelqu'un ait réalisé un gain en capital de 50 000 \$. Quelle portion de cette somme devrait être soumise à l'impôt — la totalité (c'est-à-dire un taux de 100 %), aucune portion (0 %), ou un taux compris entre 0 % et 100 %?
 - SI UN TAUX COMPRIS ENTRE 0 % et 100 % : À quel taux? Veuillez expliquer votre raisonnement.
 - Qui bénéficierait le plus d'une réduction de l'impôt sur les gains en capital?
 - Qui bénéficierait le plus d'une augmentation de l'impôt sur les gains en capital?
- En quoi, le cas échéant, des modifications de l'impôt sur les gains en capital vous affecteraient-elles personnellement ou affecteraient-elles des personnes de votre entourage?
- Pensez-vous qu'il soit plus ou moins juste d'imposer les gains en capital provenant de certains types de biens plutôt que d'autres?
 - SI OUI : Quels biens? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et les gains en capital sur les biens immeubles? Que pensez-vous de l'impôt sur les gains en capital s'appliquant aux biens immeubles? Avez-vous des préoccupations?
 - SI OUI : Quelles sont ces préoccupations?

Le Canada a prévu un allègement fiscal appelé « L'exemption pour résidence principale » qui permet aux Canadiens d'éviter de payer de l'impôt sur la vente de leur résidence principale. En d'autres mots, cela signifie que l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsque des personnes possédant plusieurs propriétés immobilières vendent celles qu'ils n'habitent pas.

- Cela vous semble-t-il juste? Pourquoi ou pourquoi pas?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (10 à 15 minutes) Québec, jeunes femmes résidant à Winnipeg

- **Québec, jeunes femmes résidant à Winnipeg** Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - **Jeunes femmes résidant à Winnipeg** DEMANDER : Et les principaux enjeux auxquels sont tout particulièrement confrontées les jeunes femmes au Canada?
- **Québec** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- **Québec** Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer? Pourquoi?
- **Jeunes femmes résidant à Winnipeg** Prenant en compte les problèmes auxquels sont confrontées les jeunes femmes, quelles mesures efficaces le gouvernement du Canada a-t-il prises, le cas échéant, pour s'attaquer à ces problèmes?
- **Jeunes femmes résidant à Winnipeg** Que doit faire le gouvernement du Canada pour s'améliorer à cet égard?

IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE (25 minutes) Québec, Colombie-Britannique.

- **Québec, Colombie-Britannique** Dans quelle mesure les impacts potentiels du changement climatique sur votre collectivité vous préoccupent-ils? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Québec, Colombie-Britannique** Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
 - Le changement climatique a-t-il des impacts sur des éléments comme l'agriculture, la faune et la flore et entraîne-t-il des conditions météorologiques extrêmes, des températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
 - SI OUI : À votre connaissance, quels sont ces impacts?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le changement climatique est-il en partie responsable de l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes au Canada, comme les inondations et les feux de forêt?

- SI OUI : Comment?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Québec, Colombie-Britannique** Quels sont les impacts du changement climatique sur [l'économie ou sur le coût de la vie], le cas échéant?
- **Québec** Et sur la santé des Canadiens?
- **Québec, Colombie-Britannique** Avez-vous constaté de quelconques impacts du changement climatique dans votre vie quotidienne ou au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Qu'avez-vous constaté?
- **Québec, Colombie-Britannique** Au cours des prochaines décennies, prévoyez-vous que votre collectivité sera davantage menacée en raison du changement climatique?
- **Québec, Colombie-Britannique** Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement fédéral à se préparer aux impacts du changement climatique? Que voudriez-vous qu'il fasse?
 - AU BESOIN : Et pour ce qui est de la réponse du gouvernement du Canada aux catastrophes naturelles en général — avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de ce qu'a fait le gouvernement fédéral?
 - Le gouvernement fédéral est-il à votre avis sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa réponse aux catastrophes naturelles?

ÉCONOMIE (10 minutes) Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes âgées de 65 ans et plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec

- J'aimerais d'abord que nous discussions de l'économie canadienne...
- Pour commencer, j'aimerais que vous pensiez à un mot que vous utiliseriez pour décrire ce que vous pensez de l'économie canadienne aujourd'hui. Il peut s'agir d'un mot à connotation positive, négative ou neutre.
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Quel mot avez-vous choisi et pourquoi l'avez-vous choisi?

- Quel enjeu économique vous préoccupe particulièrement du point de vue de son impact sur votre vie personnelle?
- Pensez-vous que l'économie canadienne va s'améliorer, se détériorer ou demeurer à peu près la même au cours de l'année à venir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et en ce qui vous concerne personnellement, pensez-vous que votre situation financière s'améliorera, se dégradera ou ne changera pas au cours de l'année à venir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

BUDGET — PREMIÈRES RÉACTIONS (10 à 15 minutes) Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans et plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Ontario

- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans et plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Ontario Avez-vous entendu parler de l'économie ces derniers jours dans les journaux ou par le biais d'annonces du gouvernement fédéral?
 - Et pour ce qui est du budget fédéral? Avez-vous entendu quoi que ce soit à ce sujet? (À MAIN LEVÉE)
- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans et plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario Y en a-t-il parmi vous qui ont regardé le discours du ministre des Finances sur le budget ou qui en ont vu des extraits dans les journaux télévisés ou les médias sociaux? (À MAIN LEVÉE)

Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg J'aimerais maintenant que nous discussions du budget fédéral...

Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir. C'est à cette occasion que le gouvernement décrit les investissements qu'il entend réaliser et les nouveaux



programmes qu'il envisage de mettre en place. Le gouvernement fait également des projections concernant le déficit et l'évolution de l'économie. Le budget fédéral prévu pour cette année a été annoncé le 16 avril.

Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario (MODÉRATEUR : S'ils n'ont rien entendu au sujet du budget, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'ils n'émettent pas de commentaires)

- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario
Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit au sujet du budget fédéral de cette année? Vous pouvez réagir de manière générale au budget ou mentionner une mesure budgétaire précise dont vous vous souvenez.
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario
Votre réaction globale au budget est-elle positive ou négative?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario
Y a-t-il des éléments précis du budget dont vous avez entendu parler et qui vous ont plu?
- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario
Quel a été, le cas échéant, le principal « message » ou « thème » du budget de cette année?
 - Était-il semblable aux budgets des années précédentes ou son thème était-il différent?
En quoi était-il semblable ou différent?
- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario
Y a-t-il quelque chose que vous auriez aimé voir figurer dans le budget et qui n'y figure pas?



- Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario Y a-t-il un élément du budget qui pourrait avoir un impact sur votre situation financière personnelle ou celle de votre ménage, pour le meilleur ou pour le pire? Lequel?

BUDGET – MESURES PARTICULIÈRES (40 minutes) Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario

Le budget comporte de nombreuses mesures particulières et je souhaite en évoquer les grandes lignes afin de recueillir vos réactions, même si c'est la première fois que vous en entendez parler.

Je vais vous montrer une liste de mesures annoncées dans le budget, après quoi je vous inviterai à me faire part de vos réactions. Notez qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tout ce que contient le budget.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Stabiliser le prix des produits d'épicerie en encadrant les grands épiciers, en augmentant la concurrence et en s'attaquant à la réinflation
 - Créer un programme national d'alimentation scolaire dans l'objectif de fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année
 - Sévir contre les frais indésirables et rendre les services Internet et de téléphonie cellulaire plus abordables
 - Lancer un régime national d'assurance médicaments, en commençant par une couverture universelle pour les médicaments et les dispositifs de contrôle des naissances et du diabète
 - Mettre en œuvre les accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès à des soins primaires et de réduire les temps d'attente
 - Mettre en application les mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétences étrangers afin d'aider un plus grand nombre de professionnels de la santé à exercer au Canada
 - Veiller à ce que les Canadiens les plus fortunés paient leur juste part en demandant aux 0,1 % de Canadiens les plus aisés de payer un peu plus
-
- **SONDAGE :** J'aimerais maintenant que vous sélectionniez les mesures qui auront, selon vous, l'impact le plus positif sur les Canadiens. Vous pouvez en choisir jusqu'à deux. Si vous jugez qu'aucune d'entre elles n'aura un impact positif, n'en sélectionnez aucune.

- Stabiliser le coût des produits d'épicerie
 - Créer un programme national d'alimentation scolaire
 - Sévir contre les frais indésirables et rendre les services Internet et de téléphonie cellulaire plus abordables
 - Lancer un régime national d'assurance médicaments
 - Mettre en œuvre les accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire
 - Mettre en application les mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétences étrangers de professionnels de la santé.
 - Demander aux 0,1 % de Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus d'impôts
 - Canadiens de la génération Z de grands centres de la C.-B. respectant les objectifs budgétaires du gouvernement en en dépensant de manière responsable]
- LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous choisi cette mesure?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?

Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B. — Le gouvernement fédéral propose de demander aux 0,1 % des Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus. Le gouvernement affirme que cette mesure est motivée par un souci d'équité entre générations, afin que des investissements puissent être réalisés pour construire davantage de logements, réduire le coût de la vie et créer de l'emploi et de la croissance.

Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario

Je voudrais maintenant vous parler un peu plus en détail de la proposition du gouvernement de demander aux Canadiens les plus fortunés de payer leur juste part. Pour ce faire, je vais vous lire une citation tirée du discours du budget à la Chambre des communes :

- << Dans l'économie canadienne et d'autres pays du monde, la philosophie du 21e siècle selon laquelle le gagnant remporte tout rend les riches très riches, pendant que trop de Canadiennes et des Canadiens de la classe moyenne arrivent à peine à garder la tête hors de l'eau.

- *Notre régime fiscal doit combattre ces inégalités structurelles : financer des investissements dans la classe moyenne, et en particulier dans les jeunes, en demandant à ceux qui bénéficient de la philosophie du gagnant qui remporte tout de contribuer un peu plus.*
- *En ce moment, notre régime d'imposition ne permet pas de faire cela. En ce moment, un menuisier ou une infirmière peut avoir un taux d'imposition (marginal) plus élevé que celui d'un multimillionnaire. Ce n'est pas juste. Il faut que cela change. Et cela va changer.*
- *Notre gouvernement porte le taux d'inclusion aux deux tiers sur les gains en capital supérieurs à 250 000 \$ réalisés en une année par un individu.*
- *Les nouvelles recettes générées vont contribuer à rendre la vie moins coûteuse pour des millions de Canadiennes et de Canadiens, en particulier les millénariaux et la génération Z. Elles vont aider à financer nos efforts pour accélérer la construction de nouveaux logements. Elles vont soutenir les investissements dans la croissance et la productivité qui vont donner lieu à des retombées dont nous allons profiter dans les années à venir. >>*
- **Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario**
Êtes-vous pour ou contre l'approche décrite ici? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Avez-vous des préoccupations concernant l'évasion fiscale?
 - Pensez-vous à d'autres utilisations préférables pour les revenus générés?
- **Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario**
Pensez-vous que l'une ou l'autre de ces mesures permettrait à [votre génération/aux jeunes Canadiens] de prospérer?

Millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario Le gouvernement fédéral affirme également que ce budget répond à ses objectifs en matière de gestion du déficit et de dépenses responsables, notamment en réduisant le ratio dette/PIB et en le maintenant sur une trajectoire descendante.

- **Millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario** En

comparaison avec les mesures dont nous avons déjà parlé, dans quelle mesure cet objectif est-il important, le cas échéant?

- **Millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Ontario** Cet objectif vous touche-t-il personnellement? Pourquoi ou pourquoi pas?

Jeunes femmes résidant à Winnipeg Revenons un peu plus en détail sur le projet de loi que le gouvernement du Canada a récemment déposé en matière de médicaments.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Jeunes femmes résidant à Winnipeg

Le projet de loi C-64, *Loi concernant l'assurance médicaments* propose les principes fondamentaux pour la première phase d'un régime universel d'assurance médicaments au Canada et décrit l'intention du gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces et les territoires afin d'assurer une couverture universelle à payeur unique pour de nombreux contraceptifs et médicaments contre le diabète.

La première phase permettra la mise en place efficace de l'assurance médicaments, tout en fournissant un soutien immédiat pour répondre aux besoins en soins de santé des femmes ainsi que des personnes atteintes du diabète.

- **Jeunes femmes résidant à Winnipeg** Quelles sont vos réactions à cela? Est-ce quelque chose que le gouvernement du Canada devrait faire? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - AU BESOIN : Comment réagissez-vous à la décision du gouvernement du Canada de mettre en œuvre la première phase d'un régime d'assurance médicaments prévoyant la couverture des contraceptifs?
 - Quels impacts, le cas échéant, la couverture des contraceptifs aura-t-elle, selon vous, sur les jeunes femmes? Cette couverture vous concernera-t-elle ou concernera-t-elle quelqu'un que vous connaissez? Qui en bénéficiera le plus?
- **Jeunes femmes résidant à Winnipeg** Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant la couverture des contraceptifs?

LOGEMENT (40 minutes) **Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l'Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique, , personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l'achat d'une première propriété issus de grands centres du**

Québec, Canadiens de la classe moyenne issus dans la région du Grand Toronto, Canada atlantique, jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario

- Avant aujourd'hui, quelqu'un parmi vous avait-il entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de remédier au problème de l'accessibilité et de la disponibilité des logements?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

En plus des mesures dont nous avons déjà discuté, le gouvernement du Canada a présenté, dans le cadre de son budget, un plan pour résoudre la crise du logement. Ce plan définit une stratégie visant à stimuler la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031. Le plan du gouvernement fédéral sur logement comporte trois volets. Nous allons passer en revue chacune d'entre elles et recueillir vos réactions quant à quelques-unes des mesures spécifiques qu'ils comportent.

Voici le premier volet, qui met en lumière certaines des mesures budgétaires que propose le gouvernement du Canada dans le cadre de sa stratégie visant à favoriser la construction de nouveaux logements.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Signature de 179 ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements jusqu'à présent afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie.
- Utilisation de biens fonciers fédéraux, tels que ceux utilisés par Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles à bureaux du gouvernement fédéral, pour la construire plus de logements plus rapidement.
- Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets.
- Changer la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et des catalogues de conceptions de logements préapprouvés.
- Rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.

- Que pensez-vous de ces mesures?
 - Pensez-vous que ces mesures auront un impact sur l'offre de logements au Canada?
 - Et sur l'abordabilité des logements?

Voici le deuxième volet qui met en lumière quelques-unes des mesures que propose le gouvernement du Canada pour faciliter votre accès à la propriété ou la location d'un logement.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Sévir contre les locations illégales de courte durée (p.ex., Airbnb)
 - Convier les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer dans leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt.
 - Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale
 - Permettre une période d'amortissement de 30 ans pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite.
 - Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers
 - Limiter l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement. Le gouvernement mènera des consultations sur la manière de procéder au cours des prochains mois.
- Que pensez-vous de ces mesures?
 - Auront-elles à votre avis un impact sur l'offre de logements au Canada?
 - Et sur l'abordabilité des logements?
 - Favoriseront-elles l'accès à la propriété?

Et voici le troisième volet qui met en lumière quelques-unes des mesures que propose le gouvernement du Canada pour venir en aide à ceux qui peinent le plus à faire face au coût de la vie.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Fournir 1 milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable pour soutenir les fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus touchées par la crise du logement
- Créer un Fonds canadien de protection des loyers pour aider les fournisseurs de logements abordables à acheter des logements et à préserver leur abordabilité à long terme pour éviter qu'ils ne soient reconvertis en condominiums de luxe.

- Augmenter le financement pour soutenir les organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l’itinérance
- Que pensez-vous de ces mesures?
 - Quel impact, le cas échéant, ces mesures auront-elles sur l’aide apportée à ceux qui peinent à se loger et à trouver un endroit où se sentir chez eux?

Jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario Maintenant, en repensant à toutes les mesures dont nous avons discuté aujourd’hui...

- **Jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario** [LE MODÉRATEUR RAPPELERA, AU BESOIN, QUE LES QUESTIONS QUI SUIVENT PORTENT SUR L’ENSEMBLE DES INITIATIVES BUDGÉTAIRES DONT NOUS AVONS DISCUTÉ Y COMPRIS LES INITIATIVES AYANT TRAIT AU LOGEMENT, AU RÉGIME NATIONAL D’ASSURANCE MÉDICAMENTS ET VISANT À STABILISER LE PRIX DES PRODUITS D’ÉPICERIE, ENTRE AUTRES]
- **Millénariaux de la région de l’Outaouais, personnes de 65 ans ou plus du Canada atlantique, candidats à l’achat d’une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus dans la région du Grand Toronto, Canada atlantique** Maintenant que vous avez pris connaissance de cette liste des points saillants du budget, **[jeunes femmes résidant à Winnipeg, Ontario]** j’aimerais que vous pensiez à un mot qui décrit votre réaction générale à l’égard du budget. En d’autres termes, pensez à un mot que vous utiliseriez pour décrire le budget dans son ensemble.
 - LE MODÉRATEUR POSERA LA QUESTION SUIVANTE À CHAQUE PARTICIPANT : Quel mot avez-vous choisi et pourquoi avez-vous choisi ce mot?
- **Canadiens de la génération Z issus de grands centres de la C.-B., millénariaux de la région de l’Outaouais, personnes de 65 ans et plus du Canada atlantique, candidats à l’achat d’une première propriété issus de grands centres du Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto, Canada atlantique** Maintenant, en pensant à toutes les mesures dont nous avons discuté aujourd’hui, **[jeunes femmes résidant à Winnipeg]** croyez-vous que l’une d’entre elles puisse aider des particuliers cherchant à acheter leur première propriété et faire en sorte que toutes les générations – en particulier les jeunes – aient accès à une diversité d’options abordables en matière de logement?

VOL DE VÉHICULES (25 minutes) **Canadiens de la classe moyenne issus de la région du Grand Toronto**

J’aimerais maintenant passer à un autre sujet que le logement...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'initiatives du gouvernement du Canada en rapport avec le vol de véhicules?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu? Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?

Le budget fédéral a annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre le vol de voitures, en plus de celles que le gouvernement fédéral a prises il y a quelques mois.

Je vais vous en montrer quelques-unes (y compris les mesures déjà en application)

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada s'attaque au vol de véhicules afin de rendre plus difficile le vol d'automobiles et l'exportation de véhicules volés, notamment :

- **En ayant l'intention de modifier le code pénal**, y compris :
 - **En y ajoutant de nouvelles infractions pénales** liées au vols de véhicules dont :
 - **Le recours à la violence** ou des liens avec **le crime organisé**.
 - La possession ou la distribution d'un **appareil électronique ou numérique** dans le but de commettre un vol de véhicules;
 - **Le blanchiment de produits de la criminalité** au profit d'une organisation criminelle.
 - En introduisant un nouveau facteur aggravant lors de la détermination de la peine **si un délinquant a impliqué un jeune** dans la perpétration d'une infraction au Code criminel
- En ayant l'intention de modifier la *Loi sur la radiocommunication* pour réglementer la vente, la possession, la distribution et l'importation d'appareils utilisés pour le vol de véhicules. Cela **confèrera aux organismes d'application de la loi les pouvoirs qui l'habiliteront à retirer du marché canadien les appareils** dont on a raison de croire qu'ils servent à voler des véhicules.
- **En renforçant la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter les conteneurs renfermant des véhicules volés et à les contrôler** ainsi qu'à **tester des technologies** susceptibles de faciliter le travail des agents des services frontaliers.
- **En allouant 15 millions de dollars réprimer le crime organisé à l'échelle internationale**. aux corps policiers provinciaux, territoriaux et municipaux **pour lutter contre le vol de véhicules**, et renforcer les pratiques de maintien de l'ordre afin de **réprimer le crime organisé international**.

- Quelles sont vos premières réactions à la lecture de ces mesures?
- Parmi les mesures figurant dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, sont particulièrement importantes?
- Parmi les mesures figurant dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, ne devraient pas y figurer? Pourquoi dites-vous cela?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que ces mesures auront un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la lutte au vol de véhicules au Canada? Pourquoi?
- Diriez-vous que vous êtes pour, contre, ou ni pour ni contre les plans du gouvernement du Canada pur lutter contre le vol de véhicules? Pourquoi?

VÉHICULES ÉLECTRIQUES (15 minutes) Ontario

- LE MODÉRATEUR POSERA LA QUESTION SUIVANTE SI LES VE N'ONT PAS ÉTÉ MENTIONNÉS DANS LES NOUVELLES INITIALES PORTANT SUR L'ÉCONOMIE : Quelqu'un parmi vous a-t-il récemment eu vent de nouvelles concernant le gouvernement du Canada en relation avec les véhicules électriques?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Les gouvernements fédéral et ontarien ont récemment annoncé qu'Honda Canada investira 15 milliards de dollars dans le secteur des véhicules électriques en Ontario pour y construire quatre nouvelles usines de fabrication. Ces usines comprendront une nouvelle usine d'assemblage de véhicules électriques et une usine de fabrication de batteries. La nouvelle usine d'assemblage produira jusqu'à 240 000 véhicules par année. On estime que cet investissement créera directement et indirectement des milliers d'emplois dans plusieurs secteurs, notamment ceux de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'industrie des fournisseurs de pièces automobiles, ainsi que de la recherche et du développement.

- Quelles sont vos réactions a cela? Quels seront les impacts de cet investissement, selon vous? En quoi ces investissements impacteront-ils, selon vous, l'économie ontarienne?

- AU BESOIN : Et en matière de création d’emplois? Pensez-vous que la création d’emplois dans les nouvelles usines de Honda puisse directement ou indirectement vous impacter, ou impacter une personne que vous connaissez, ou avoir un impact au sein de votre collectivité?
 - SI NON : Pensez-vous que cela puisse vous impacter, impacter quelqu’un que vous connaissez, ou impacter votre communauté d’une quelque autre façon?
 - SI OUI : De quelle façon?
- Avez-vous des questions ou préoccupations concernant cet investissement?

CONCLUSION (5 minutes)

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s’agir de précisions sur les sujets abordés aujourd’hui ou d’un sujet que vous jugez important, mais dont nous n’avons pas discuté.